



GEMENGENINFO

RAPPORT DU CONSEIL COMMUNAL
DU 18.03.2022

maville

DUDELANGE,
ON DIRAIT
LE SUD
LIEWE WÉI AM SÜDEN

DIDDELENG
VILLE DE DUDELANGE

COMPOSITION DU CONSEIL COMMUNAL



Dan Biancalana,
bourgmestre LSAP



Loris Spina,
échevin LSAP



René Manderscheid,
échevin LSAP



Josiane Di Bartolomeo-Ries,
échevine LSAP



Claudia Dall'Agnol,
échevine LSAP



Martine Bodry-Kohn,
conseillère LSAP



Romain Zuang,
conseiller LSAP



Bob Claude,
conseiller LSAP



Alain Clement,
conseiller LSAP



Walter Berettini,
conseiller LSAP



Michèle Kayser-Wengler,
conseillère CSV



Sylvie Andrich-Duval,
conseillère CSV



Jean-Paul Gangler,
conseiller CSV



Jean-Paul Friedrich,
conseiller CSV



Claude Martini,
conseiller CSV



Monique Heinen,
conseillère Déi Gréng



Semiray Ahmedova,
conseillère Déi Gréng



Thessy Erpelding,
conseiller Déi Lénk



Victor Haas,
conseiller indépendant

SOMMAIRE

RAPPORT SOMMAIRE EN FRANÇAIS	4
1. CORRESPONDANCE	6
2. AMÉNAGEMENT COMMUNAL	6
Plan d'aménagement général et projets d'aménagement particuliers – procédure d'adoption du nouveau projet d'aménagement général de la Ville de Dudelange – avis du conseil communal suivant article 17 de la loi modifiée du 19 juillet 2014 concernant l'aménagement communal et le développement urbain sur les réclamations adressées à la Ministre de l'Intérieur contre les modifications apportées au Projet d'Aménagement Général (PAG) et au Projet d'Aménagement Particulier « quartier existant » (PAP-QE) tel que votés par notre conseil communal en date du 25 octobre 2021	
3. FINANCES COMMUNALES	14
3.1. Approbation provisoire du compte administratif de l'exercice 2020 et approbation et la prise de position du collège des bourgmestre et échevins relative au rapport de vérification du compte administratif de l'exercice 2020 par la Direction du contrôle de la comptabilité communale du Ministère de l'Intérieur	
3.2. Approbation provisoire du compte de gestion de l'exercice 2020	
4. AUTORISATION D'ESTER EN JUSTICE À CONFÉRER À NOTRE COLLÈGE DES BOURGMESTRE ET ÉCHEVINS EN MATIÈRE DE LOGEMENT	15
5. PERSONNEL	16
5.1. Création d'un poste de salarié, agent polyvalent (carrière A3), à tâche complète (gestion et maintien du patrimoine, espaces verts)	
5.2. Création d'un poste de salarié, artisan (carrière H3), à tâche complète (gestion et maintien du patrimoine, espaces verts)	
5.3. Création de deux postes d'employé communal à tâche complète, groupe d'indemnité C1, éducatif et psycho-social (éducation et accueil)	
5.4. Création de quatre postes d'employé communal à tâche complète, groupe d'indemnité B1, éducatif et psycho-social (éducation et accueil)	
5.5. Création d'un poste de fonctionnaire communal à tâche complète, groupe de traitement B1, technique (protection de l'environnement et du développement durable)	
6. GUERRE EN UKRAINE	18
6.1. Résolution de soutien de la Ville de Dudelange pour l'Ukraine, victime d'une agression militaire de la Russie	
6.2. Allocation de subsides extraordinaires	
6.3. Approbation d'un crédit extraordinaire supplémentaire	

RAPPORT SOMMAIRE

Présents : Messieurs Dan Biancalana, bourgmestre ; Loris Spina, René Manderscheid ; Mesdames Josiane Di Bartolomeo-Ries et Claudia Dall'Agnol, échevins. Mesdames Semiray Ahmedova, Sylvie Andrich-Duval ; Monsieur Walter Berettini ; Madame Martine Bodry-Kohn ; Monsieur Bob Claude, Madame Thessy Erpelding ; Messieurs Jean-Paul Friedrich, Jean-Paul Gangler, Vic Haas ; Mesdames Monique Heinen, Michèle Kayser-Wengler ; Monsieur Romain Zuang, conseillers. Patrick Bausch, secrétaire communal. Absents : Messieurs Alain Clement et Claude Martini, conseillers, excusés. Procuration : Monsieur Alain Clement en faveur de Madame Martine Bodry-Kohn ; Monsieur Claude Martini en faveur de Madame Michèle Kayser-Wengler

Début de la séance publique à 08.00 heures.

1 – CORRESPONDANCE

Monsieur le bourgmestre rappelle les détails de la soirée d'information NeiSchmelz/Mobilité. La Ville de Dudelange, en collaboration avec le Ministère du Logement, le Ministère de la Culture, le Ministère de la Mobilité et des Travaux publics ainsi que le Fonds du Logement invitent à une soirée d'information mercredi le 23 mars 2022 à 18.30 heures au Centre culturel opderschmelz concernant l'avancement du projet NeiSchmelz : logement et culture et la mobilité à Dudelange : suppression des barrières ferroviaires.

2 – AMÉNAGEMENT COMMUNAL

Le conseil communal retient à l'unanimité les propositions du collège des bourgmestre et échevins pour formuler son avis suivant l'article 17 de la loi modifiée du 19 juillet 2014 concernant l'aménagement communal et le développement urbain sur les réclamations adressées à la Ministre de l'Intérieur contre les modifications apportées au Projet d'Aménagement Général (PAG) et au Projet d'Aménagement Particulier « quartier existant » (PAP-QE) tel que votés par notre conseil communal en date du 25 octobre 2021.

3 – FINANCES

1. Le compte administratif de l'exercice 2020 est approuvé avec treize voix contre cinq et une abstention.

2. Le conseil procède à l'approbation provisoire unanime du compte de gestion de l'exercice 2020.

4 – LOGEMENT – CONTENTIEUX

Le conseil communal, à l'unanimité, autorise le collège des bourgmestre et échevins pour agir en justice contre Madame Valentina Polluce en vue du dégagement forcé du logement de service, sis 43, rue Ribeschpont, L-3548 Dudelange, propriété de la Ville de Dudelange, pour son occupation sans droit ni titre.

5 – PERSONNEL

Les postes suivants sont créés unanimement :

- un poste de salarié, agent polyvalent (carrière A3), à tâche complète pour le service gestion et maintien du patrimoine, espaces verts ;

- un poste de salarié, artisan (carrière H3), à tâche complète pour le service gestion et maintien du patrimoine, espaces verts ;

- deux postes d'employés communaux à tâche complète, groupe d'indemnité C1, sous-groupe éducatif et psycho-social pour le service d'éducation et d'accueil ;

- quatre postes d'employés communaux à tâche complète, groupe d'indemnité B1, sous-groupe éducatif et psycho-social pour le service d'éducation et d'accueil.

La création d'un poste de fonctionnaire communal à tâche complète, relevant du groupe de traitement B1, technique pour le service de la protection de l'environnement et du développement durable est approuvée avec dix-sept voix et deux abstentions.

6 – GUERRE EN UKRAINE

Les décisions ci-dessous en relation avec la guerre en Ukraine sont prises à l'unanimité des voix :

1. la résolution de soutien pour l'Ukraine, victime d'une agression militaire de la Russie, suivante : « Considérant les attaques lancées par la Fédération de Russie contre les villes et le territoire ukrainien le 24 février 2022 ; Considérant que ces attaques constituent une violation flagrante du droit international et une atteinte à la souveraineté et à l'intégrité de l'Ukraine ; Considérant que selon les chiffres de l'Union européenne, le nombre de personnes de résidence ukrainienne déplacées s'élève à plus de 7 millions ; Considérant qu'un grand nombre de ces personnes cherchent secours, assistance et refuge dans les pays de l'Union européenne ; Considérant que les pays européens aux frontières de l'Ukraine ne peuvent pas faire face seuls à cet afflux massif de personnes et qu'il est du devoir des autres pays européens à assurer une répartition équitable de cette charge ; Considérant que le Gouvernement luxembourgeois a annoncé sa volonté d'accueillir des personnes déplacées ukrainiennes ; Considérant que la Ville de Dudelange a fait par le passé de grands efforts pour garantir l'accueil et l'hébergement de réfugiés, notamment avec la mise en place d'une structure d'accueil pour demandeurs de protection internationale ; Vu les dispositions de la loi communale du 13 décembre 1988, telle qu'elle a été modifiée par la suite ; Après en avoir délibéré conformément à la loi ; A l'unanimité, condamne fermement les attaques contre le peuple ukrainien et les violations de l'intégrité territoriale de l'Ukraine ; exige un arrêt immédiat des hostilités et actes de guerre ; exprime sa solidarité avec le peuple ukrainien et les

collectivités locales en Ukraine ; se dit prêt à accueillir des personnes fuyant l'Ukraine selon tous ses moyens ; à soutenir financièrement les organisations humanitaires nationales et internationales venant en aide aux personnes réfugiées ; à se tenir à la disposition du Gouvernement luxembourgeois pour contribuer de quelque manière que ce soit à la mise en place d'une aide de première nécessité pour toutes les personnes réfugiées de l'Ukraine ; appelle le Gouvernement à poursuivre ses efforts pour soutenir les communes qui accueillent des personnes réfugiées ou déplacées. »

2. des subsides extraordinaires de 3'500,- € chacun sont attribués à la Croix-Rouge, à la Caritas, à l'Unicef et à l'association Médecins sans frontières, associations qui oeuvrent sans relâche dans l'aide humanitaire, et plus spécialement dans les réponses d'urgence pour faire face au pire en Ukraine ;

3. un crédit extraordinaire supplémentaire de 14'000,- est approuvé pour financer les subsides extraordinaires ci-dessus.

La réunion se poursuit ensuite à huis clos

Fin de la séance vers 10.35 heures.



2. GEMENGEPLANUNG A STADENTWECKLUNG

DAN BIANCALANA (LSAP – BUERGEMEESCHTER):

Mir fuere weider mam Aménagement communal, do ass et jo esou, dass mir elo haut den drëtte Vott virhuelen um Niveau vun der Refonte vun eisem PAG, respektiv vum PAP Quartier existant. Et ass jo esou, dass mir d'lescht Joer den 28. Februar 2021 dee ganze PAG an d'Prozedur geschéckt hunn, dass mir nach eemol e frësche Vott geholl haten duerch déi ganz Covidkris den 30. Juni an, dass an deem Kontext jo ronn 70 Reklamatiounen era komm sinn, 69, fir ganz genau ze sinn. Dovunner hu mir jo den 25. Oktober 2021 jo och e Vott hei am Gemengerot geholl, wou mir zwee Drëttel vun dee Reklamatiounen konnte Satisfaktioun ginn, déi ganz Prozedur huet hire Wee och gemaach, mir hunn elo en Aushang gemaach vum 29. Oktober 2021 bis den 13. November 2021, esou wéi d'Gesetz dat virgesait.

Mir hunn natierlech och den Dossier un de Ministère de l'Intérieur geschéckt, pour approbation, dat war den 15. November 2021. Dat selwecht och un den Émweltministère, dat war och den 15. November 2021. Mir hunn eis do un d'Prozeduren och gehalen. Et ass och esou, dass an deem Kontext d'Leit e Courrier kritt hunn, wou se matgedeelt kritt hunn, wéi ee Vott hei de Gemengerot geholl huet an d'Prozedur gesäit dann och vir, dass natierlech déi concernéiert Leit, wann se mat der Stellungnam vun der Gemeng net averstane waren, konnten si bei der Inneministesch reklaméieren. Dat ass och gemaach ginn, do sinn 12 Reklamatiounen era komm, 10 par rapport zu de Votten, déi mir hei am Gemengerot geholl hunn an 2 komplett nei Reklamatiounen, déi era komm sinn, also eng Dose Leit am ganzen, déi bei der Inneministesch reklaméiert hunn. Si huet natierlech keng Positioun dozou geholl, si huet e besse Boîte de transmission gespillt, si huet se un d'Gemeng weidergeschéckt an effektiv hu mir dann och déi Reklamatiounen zur Kenntnis geholl.

Dee Courrier hu mir kritt de 17. Dezember 2021 vum Ministère de l'Intérieur an et ass och esou, dass mir e Groupe de travail hunn, deen sech èm de PAG kämmert, deen ass och domadder befaasst ginn a mir hunn eng Reunioun vum 3. Februar dëst Joer, do goufen déi 12 Reklamatiounen zesummen duerchgeholl an déi Proposéen, déi de Schäfferot haut dem Gemengerot hei mécht, dat geet an déi Richtung, dass mir wéilte gutt 50% vun deenen 12 Reklamatiounen, déi era komm sinn, favorablement aviséieren, respektiv deels favorablement aviséieren, wéi gesot, also och do enger Rei Punkte Rechnung droen, wann ee weess, dass eng Rei Reklamatiounen concernéieren fir e Reklassement an d'Zone verte, eng Rei Reklamatiounen Reklassement an d'Zon Hub 1 an Reklamatiounen fir d'Suppressioun vum PAP Nouveau quartier, da Reklamatiounen, déi de Secteur protégé concernéieren, eng Zone mixte Ub2, dann eng Reklamatioun, wat d'Reculen ugeet an och d'Partie graphique vum PAG an eng, déi de Volet Nuddelsfabrik concernéiert. Dat ganz graff gesot, mee mir wäerten elo awer am Detail op déi 12 Reklamatiounen agoen, wou mir dann och eng Diskussioun zesumme kënnen hunn.

GEMENGEROTSSËTZUNG VUM 18. MÄRZ 2022

DAN BIANCALANA (LSAP – BUERGEMEESCHTER):

E schéine gudde Moien, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech géif proposéieren, dass mir ufänken, ech begréissen lech hei an eiser uerdentlecher Sitzung vum Gemengerot. Ech begréissen och d'Vertrieder vun der Press an eis Servicer an och eis extern Gäscht.

Ofgemellt, krankheetshalber, a mir wënschen deenen och vun dëser Plaz aus eng gutt Besserung. De Covid erwëscht huet de Claude Martini, deen awer eng Procuratioun ginn huet dem Michèle Kayser an och krank ass den Alain Clement, deen eng Procuratioun ginn huet dem Martine Kohn. also vun dëse Bänken aus eng gutt Besserung fir dass si och an enger décker Woch erëm kënnen dobäi sinn, wann deen nächste Gemengerot tagt.

I. KORRESPONDENZ

DAN BIANCALANA (LSAP – BUERGEMEESCHTER):

Voilà, dëst gesot ènnert Korrespondenz géif ech mam éischte Punkt ufänken, ech kucken hei d'Kolleegen, do ass náischt. Dat eenzept wat ech hei nach wéilt soen, dat wësst Dir och, nach eemol de Rappel, dass net méi spéit wéi den näächste Méttwoch, den 23. Mäerz owes um 18.30 Auer am Centre culturel opderschmelz eng Informatiounsversammlung ass.

Et ass eng Biergerversammlung mam Logementsminister, mat der Kulturministesch a mam Transportminister ronderëm de Projet Neischmelz, fir do nach eng Rei Erklärungen zum Projet ze ginn, wëssend, dass esou-wuel d'Sanéierungsgesetz wéi och de Volet vum Bau vun de Logementen jo gëschter gestëmmt gouf, mee ech mengen, déi Reunioun do ass jo bedéngt fir déi ganz Envergure vum Projet nach eng Kéier ze erklären. Dat war alles ènnert dem Punkt Kommunikatioun, da géif ech op den zweete Punkt iwvergoen.

D'Prozedur gesäit vir, dass mir dann haut hei par rapport zu deenen dote Reklamatiounen e Vott huelen, dass mir dann doropshin eis Positioun och dem Ministère de l'Intérieur erém zoukomme loessen, dass deen dat och analyséiert an och iwwer den Avis vum Gemengerot statuéiert, dass och d'Reklamanten dat matgedeelt kréien a wann d'Reklamanten och mat där Positioun net averstane sinn, kënnen si - esou wéi d'Gesetz et jo virgesäit - virum Verwaltungsgeriicht nach eng Kéier eng Prozedur entaméieren. Also hei déi Prozedur, déi och ganz kloer am Gesetz definéiert ass.

Dat e bësse méi iwvergeuerdent wat d'Prozedur ugeet a wat d'Reklamatiounen ugeet. Ech begréissen awer och, fir elo op déi Dose Reklamatiounen anzegoen, de Jean Brodeur, dee keen Onbekannten hei an dëser Ronn ass, dee wäert op déi Reklamatiounen agoen, an och eise Service Architecture et Domaines, d'Cathy Mambourg, d'Eva Gottschalk an den Tom Bernard, an da géif ech hinnen d'Wuert gi fir op déi verschidde Reklamatiounen anzegoen. Merci.

JEAN BRODEUR (ZEYEN+BAUMANN): Bonjour Mesdames, Messieurs, donc, on va passer les 12 réclamations. La première réclamation concerne Monsieur Fahrenzena. Donc lui, dans sa réclamation, il souhaite que la partie à l'arrière ici soit reclassée en zone d'habitation 2. Selon lui, ce serait plus favorable pour développer un peu plus dense à l'arrière et garder les maisons unifamiliales plutôt à l'avant. Pour cette réclamation-là, ce serait un avis plutôt défavorable, étant donné que lorsqu'on a analysé la réclamation, on a fait l'esquisse suivante ici, donc il y aurait moyen de développer plus dense à l'arrière et de garder les maisons unifamiliales à l'avant, même si c'est en zone d'habitation 1. Dans la zone d'habitation 1, on peut construire 50% de logements dans du plurifamilial, donc il y aurait toujours la possibilité de mettre ces maisons plurifamiliales à l'arrière et de conserver les maisons unifamiliales à l'avant et de faire une intégration paysagère sur le côté. Donc, l'idée pourquoi on ne voudrait pas que cela soit en habitation 2, c'est surtout pour garder des gabarits qui sont plutôt petits vis-à-vis le paysage ouvert, donc ici c'est le paysage ouvert où il n'y a pas de construction. Donc, c'était ça l'idée qu'éventuellement il construise les résidences en arrière, mais pas sur tout le projet ici. Donc, ça c'était la première réclamation.

La deuxième réclamation concerne la station-service Total le long de la route de Volmerange à l'entrée sud de la localité. Donc, eux, le premier point c'est qu'ils voudraient que toute la zone de verdure soit retirée. Lors de la saisine du PAG, on avait remis la zone de verdure. Donc, lors du vote du Conseil communal, il y avait la bande verte ici, qui avait été retirée, donc lui, sa réclamation c'est qu'il voudrait également que la bande verte soit retirée sur tout le tour afin de pouvoir réaménager le site et revoir les accès pour éviter les accumulations de voitures le long de la route de Volmerange. Le projet qu'il a présenté en même temps que sa réclamation, c'est le projet de réaménagement de tout le site de la station-service. Donc, ici on voit superposée la zone de verdure telle quel était maintenue lors du vote du Conseil communal. Donc, on voit que le nouveau projet empiéterait sur la zone de verdure et il empiéterait



également sur la zone agricole ici. Donc, pour ce cas-là, ce serait également un avis défavorable, étant donné qu'on voudrait maintenir les verdures existantes. Donc, on voit qu'il y a ici les verdures et le début de la forêt qui existe partout, donc ce serait pour maintenir cette forêt-là.

Le deuxième point est qu'il voulait réclamer, en disant si vous m'accordez le fait d'enlever la zone de verdure, je serais prêt à faire une zone tampon ici le long, vis-à-vis les habitations, mais bon, dans ce cas-là, dans son projet on a vu que la zone tampon n'était pas nécessairement respectée. Donc, la zone tampon serait ici et là il a aménagé des emplacements de stationnement dans la zone tampon. Donc, ça c'était le deuxième point et là aussi ça ne vaudrait pas la peine de l'autoriser étant donné que la zone de verdure est maintenue.

Comme troisième point, il disait, si vous m'accordez le fait d'enlever la zone de verdure, on pourrait retourner à l'article 11 point 4 du PAP QE, qui dit que dans une zone station de service, on doit mettre 10% de verdure à l'intérieur du site et ça c'avait été pour le vote du Conseil communal étant donné qu'on avait dit, comme on maintient la zone de verdure, on n'est pas obligé de mettre les 10% de verdure à l'intérieur. Donc, globalement ce serait un avis défavorable pour les 3 points et la zone de verdure serait maintenue.

La troisième réclamation concerne la place Gymnich à Boudersberg, la maison ici. Dans le premier point, le propriétaire demande qu'on enlève dans l'article 17.4 le point b ou c'est décrit que lorsque votre bâtiment est protégé - donc lui ici c'est une construction à conserver - donc, dans le cas d'une construction conservée, on a le droit de faire des extensions, mais les extensions sont limitées à 75% de la surface du bâtiment existant. Donc lui demande que cette restriction-là soit levée, ça c'est son premier point.

Le deuxième point, il demande que tout simplement le bâtiment, la superposition du bâtiment à conserver soit levée, donc que ce ne soit plus un bâtiment à conserver.

Pour ces deux premiers points, on a retenu que le bâtiment à conserver ne serait plus maintenu, donc cela devient une construction normale sans superposition avec la protection. Toutefois, le secteur protégé, lui il est maintenu et la restriction des 75% reste maintenue car cela concerne l'ensemble des constructions à conserver de la commune et comme lui, son bâtiment n'est plus à conserver, automatiquement, lui il a cette restriction à ce niveau-là.

Le troisième point, c'est qu'il réclame ici dans les cas du PAP QE, donc la proposition serait que le bâtiment ici n'aurait plus la superposition bleue, mais soit tout simplement un bâtiment sans superposition. Donc ça c'était la restriction des 75%, donc ça c'est le bâtiment comme tel qui ne sera plus superposé.

La troisième réclamation concernait le PAP QE, donc lui demande aujourd'hui si en secteur mixte UB donc B c'est uni- et bi-familial qui autorisait à construire sur deux niveaux, donc il demande au numéro trois que tout le secteur ici soit reclasse non pas en uni- et bi-familial, mais qu'il ait l'autorisation aussi de construire ici des petites résidences de 4 logements comme c'était le cas dans le PAG en vigueur.

Donc ça c'était son premier point en 3 et le point 4 c'était : Si vous ne m'accordez pas tout le reclassement ici, je voudrais au moins que ma parcelle soit reclassée en mix UC2. Donc, là, en analysant plus la situation et comme qu'il y avait là quelques maisons à côté qui sont déjà des maisons plurifamiliales, on a retenu qu'on pourrait faire un avis favorable et reclasser tout ce secteur-là ici autour de la place en mix UC2, c'est à dire qu'il pourrait faire 4 logements ici. Donc ce serait un avis favorable pour ceci.

Le quatrième et le cinquième point. Le cinquième point de sa réclamation c'est qu'il demande le calcul des reculs dans le cas d'une construction de coin, donc une construction de coin c'est lorsqu'il y a une rue à l'avant et une rue du côté. Dans le PAG en vigueur c'était fait de sorte qu'on calculait un recul de 6 mètres à l'avant et un recul de 6 mètres sur le recul latéral. Avec cette façon de calculer le recul, ça fait en sorte qu'on met beaucoup de terrain qui n'est pas exploitable avec le recul de six mètres donc dans le cas de la saisine et lors du vote du Conseil communal on a maintenu que maintenant on calcule un recul de 6 mètres à l'avant et un recul de 2,5 mètres sur le recul latéral, comme c'est le cas partout ailleurs. Et le recul postérieur peut être de 10, voire 5 mètres si la parcelle est très étroite. Donc, dans le cadre de cette réclamation-là on a analysé, ça on a déjà vu dans le cadre du Vott du conseil communal, donc ce qu'il pourrait faire aujourd'hui c'est quand même avec les 2,50 mètres ici, donc il pourrait agrandir tout son bâtiment ici, voire faire un lotissement et construire ici. Donc, ça c'était le point 5.

Le sixième point de sa réclamation, c'était : éventuellement si on ne reprend pas le recul tel qu'il était dans le PAG en vigueur, il voulait qu'on propose dans la partie écrite du PAP QE de faire l'option soit qu'on calcule les 2,5 mètres, ou soit qu'on reprenne les 6 mètres. Mais dans un règlement, il ne faut jamais vraiment voir l'option de l'un ou de l'autre car on peut toujours avoir un problème à régler par le service de la commune, donc le point 6 serait également un avis défavorable et ce serait maintenu de faire les 6 mètres à l'avant et les 2,5 mètres sur le côté.

L'autre réclamation, c'est sur la rue Edison ici, c'est Pauly Steichen, le réclamant. Donc, dans le PAG en vigueur, ils étaient en zone d'habitation moyenne densité, ce qui autorisait 4 logements. Après, dans le PAP

lors de la saisine, cela a été en Hub 2, mais avec une superposition d'une construction à protéger, donc cela concerne ces bâtiments-là. Donc, ça c'est celui qui a réclamé et ça c'est le bâtiment à côté. Donc, ces deux bâtiments-là ont été classés lors du vote du Conseil communal en bâtiment en construction à protéger. Mais bon, sa réclamation était qu'il voudrait que cette restriction de bâtiment à conserver soit retirée. Après analyse, on a vu qu'il y avait uniquement ces deux maisons-là sur tout le secteur ici, donc cela a été retenu de lui faire un avis favorable, donc la construction ici ne plus une construction à conserver, donc ce qui laisserait ici simplement la petite maison ici donc dans le cadre de cette réclamation-là, cela a été décidé de tout simplement enlever le secteur protégé sur les deux bâtiments et d'enlever la protection communale également sur les deux bâtiments pour avoir une espèce de cohérence avec tout le reste du quartier. Donc, dans ce cas ici, ce serait un avis favorable.

La prochaine réclamation concerne Monsieur Think dans la rue Madame Mayrisch-de-Sainte-Hubert ici. Donc, c'était une zone dans le PAG en vigueur soumise au PAP Nouveau quartier avec de la faible densité. Lors de la saisine, cela a été maintenu en zone de faible densité également. Lors du vote du conseil communal, cela a été également maintenu en zone de PAP Nouveau quartier et là son premier point de sa réclamation, c'est qu'il demande de tout simplement retirer la zone de PAP Nouveau quartier et de la reclasser en zone PAP QE. Donc, cela voudrait dire qu'il ne serait plus obligé de faire la procédure PAP Nouveau quartier, mais simplement qu'il pourrait demander des autorisations de bâtir et de pouvoir également faire un lotissement, donc diviser sa parcelle en 5, 6 ou 7 lots et de tout simplement les réaliser sur base d'une autorisation de bâtir.

Donc, comme il y a déjà tous les réseaux existants dans la rue et que c'est aux abords de la rue, il y aurait possibilité de le développer sur base du PAP QE. La seule chose est qu'il faudrait qu'il maintienne les arbres ici le long de la rue pour faire ses accès, donc pour ce qui est de sa première réclamation, il y aurait possibilité de lui accorder cela et il y aurait donc un avis favorable pour cette réclamation-là et automatiquement, vu qu'il n'y a plus de PAP Nouveau quartier, le point 2 où il demandait d'augmenter la densité de 20 à 25 logements, cela n'a plus d'objet, étant donné qu'il n'y aurait plus de PAP Nouveau quartier.

Le troisième point, il demandait de reclasser non pas en Hub 1 comme c'est aujourd'hui, mais de le mettre en Hub 2 ce qui pourrait l'autoriser de faire des maisons plurifamiliales, majoritairement, mais étant donné que tout le contexte du quartier c'est quand même de l'habitation en Hub 1, ce ne serait pas une bonne idée de le mettre en Hub 2, donc le troisième point de sa réclamation, ce serait un avis défavorable.

Et le quatrième point concernait aussi le PAP Nouveau quartier en ce qui concerne les 25% à céder pour le domaine public, donc là, comme il pourrait développer sur base d'un PAP Quartier existant, cela n'a plus d'objet non plus.

La commune pourrait toujours demander sur base de la loi une cession de 5% de son terrain si elle a besoin d'élargir un trottoir ou des choses comme cela. Il n'aurait plus à céder les 25%, mais la commune lui pourrait demander de céder 5% s'il y a des besoins ici le long pour aménager un trottoir ou l'élargir.

Le cinquième point concernait la contre-allée qui était proposée dans le cas du chemin directeur, donc là aussi ça n'a plus de raison d'être, étant donné qu'il n'y a plus de PAP Nouveau quartier.

Le sixième point, c'est que dans le chemin directeur, on avait également indiqué des eaux pluviales ici qu'il fallait canaliser et là non plus ça n'a plus sa raison d'être étant donné que ce n'est plus un PAP Nouveau quartier.

Donc, sur les six points, il y aurait un point qui serait avisé favorablement et les cinq autres sont défavorables, étant donné de toute façon qu'il n'y plus le PAP Nouveau quartier.

L'autre réclamation, donc là, c'est juste pour montrer l'idée de la contre-allée c'était ici comme ceci donc ça n'a plus sa raison d'être et ici c'étaient les eaux pluviales qui étaient canalisées par ici donc ça n'a plus sa raison d'être non plus. Donc l'idée pour maintenir les arbres, il y aurait toujours moyen de faire un projet ici dans la rue vis-à-vis, donc un projet de plusieurs maisons, un projet qu'il pourrait aligner et avec un accès qui arrive par la rue et qui dessert chacune des maisons. Donc, ça c'est une façon qui pourrait être réfléchie pour maintenir les arbres qui ont une grande qualité le long de la rue ici. Bon, lui il prétextait que les gens ici avaient également déjà eu les autorisations de bâtir et qu'ils rentraient directement, mais il faudrait dans le cas des autorisations de bâtir analyser un peu la situation comment est-ce qu'on peut maintenir le plus d'arbres possibles. Donc ça ici, ce serait la façon comment serait classé maintenant le PAP Quartier existant, donc ce serait un Hub 1 B2, ce qui veut dire qu'il pourrait faire de l'uni- et du bifamilial, maximum 2 niveaux et cela s'inscrit dans ce qui est construit ici.

Dans le cas de lotissement donc s'il subdivise sa parcelle en 5 ou 6 lots différents, il a l'obligation de faire au moins 50% de maisons unifamiliales, donc il pourrait à la rigueur faire 5 maisons unifamiliales et après il pourrait faire des bi-familiales pour compléter peut-être 2 bi-familiales, mais il a l'obligation de faire 50% d'unifamilial.

La prochaine réclamation concerne le terrain de la famille Weirich, donc ici c'est la route de Kayl, ici il y a les terrains de foot, le Stade Meyer. Donc dans le PAG en vigueur, c'est une zone d'aménagement différé réservée à l'habitation. Lors de la saisine, cela a été reclasé en zone de bâtiment public pour consolider tous les sites et les équipements sportifs ici.

Lors du vote du Conseil communal... pardon, donc c'est donne une vue aérienne, ça c'est le terrain qui est exploité agricole et il n'y a pas d'affections pour le moment et ici ce sont les terrains de foot... Après ça, donc lors du vote du conseil communal, cela a été reclasé suite aux réclamations et la partie à l'arrière a

été maintenue en terrain pour les bâtiments publics et la partie avant a été classée en Hub 2, ce qui permet de faire un développement résidentiel et là dans la réclamation, il y avait plusieurs points aussi. Il faut dire que durant la procédure où ils ont fait leur réclamation au ministre, il y a eu une réunion d'information avec eux pour les renseigner sur les possibilités de ce qu'ils pouvaient développer sur leur terrain et on leur a expliqué un peu le processus du PAP Nouveau quartier. Vous allez recevoir le rapport de cette réunion-là où on leur a expliqué tout ce qu'ils pourraient faire et à la fin, ils semblaient d'accord avec le principe, donc c'était ça.

Donc, si on repasse à leur réclamation, eux ils voulaient que tous les terrains ici à l'arrière soient reclasé également en Hub 2 et cela serait défavorable.

Le deuxième point, c'est qu'ici vous voyez les articles 17 et les articles 21, donc les articles 17 et 21, c'est simplement qu'il faut faire des études environnementales complémentaires lorsque le PAP est réalisé pour déterminer si, et il ne faudrait pas faire des compensations ailleurs puisque l'article 17 et 21 c'est des habitats d'espèces protégées et l'article 21 c'est un habitat d'espèces protégées mais concernant aussi une zone de chasse pour certains oiseaux et certains petits mammifères qui sont ici.

Donc, l'article 17 et 21, cela veut simplement dire qu'on doit faire des études complémentaires qui éventuellement vont dire oui, c'est important pour les espèces protégées ou non, ce n'est pas important et si c'est important, à ce moment-là, on peut compenser ailleurs pour qu'ils aient leurs terrains de chasse et leurs sites de reproduction et tout. Donc, ça a également été avisé défavorablement et donc on va laisser les deux informations. De toute façon, c'est des informations qui venaient aussi de la SUP et du Ministère de l'Environnement, qui l'ont validé et tout, donc c'est simplement pour faire des études.

Le point numéro 3, c'est que dans le cas ici du vote du conseil communal, on leur a dit vous pouvez construire sur le terrain ici, mais il faut garantir un accès carrossable vers l'arrière, donc ils contestaient ici d'une part l'accès carrossable ici et le couloir pour chauves-souris. Donc, il y a un couloir pour chauves-souris qui a été implanté sur toute la profondeur de l'îlot pour garantir la circulation des chauves-souris à travers le site. Donc cela aussi, ils ont compris que cela venait de la SUP et on peut le maintenir. On peut l'aménager en espèce de parc, mais il faut simplement éviter qu'il y ait des constructions ici.

C'étaient tous les points qui étaient réclamés, donc en principe ce serait un avis défavorable pour tous ces points-là, mais ils pourraient construire leur projet ici.

Une autre de leurs inquiétudes ici, ils croyaient qu'eux ils devraient recéder les 25% dans un cas de PAP Nouveau quartier et qu'ils devraient en plus céder le couloir pour la mobilité et le couloir pour les chauves-souris. On leur a expliqué que non, ces 25 % sur l'ensemble du site comprennent ces deux couloirs, donc suite à cela, ils étaient, semble-t-il, satisfaits.

Donc ça ici c'étaient les esquisses qui étaient développées dans le cadre de la réclamation pour le vote du Conseil communal. Donc, c'est simplement ici, il y a la route de Kayl, donc il y aurait l'accès ici qui va vers l'arrière, il y aurait ici le couloir pour les chauves-souris qui sera aménagé sous forme de parc. Ils pourraient encore développer ici toutes ces habitations le long de la route de Kayl ici avec l'entrée qui pourrait se faire ici vers l'arrière. Donc, cela a été discuté également.

L'autre réclamation c'est Monsieur Di Bartolomeo. Donc, lui, sa première réclamation, dans le PAG en vigueur c'est une zone de forte densité, ici il y a le site Nuddelsfabrik avec ici le site Acomé à côté. Donc, lors de la saisine on avait mis des biotopes. Donc, sa réclamation c'est qu'il demande que les biotopes qui sont ici à l'arrière soient inscrits dans le PAG comme biotopes protégés et que les biotopes qui sont en haut ici le longue du site Acomé soient inscrits comme biotopes protégées.

Concernant les biotopes qui sont au sud, ça c'est probablement qu'il n'a pas bien vu, mais dans la cadre du vote du Conseil communal on avait ici déjà réservé une servitude éléments naturels, donc il est interdit de détruire les biotopes ici donc c'est probablement qu'il n'a pas vu la signature ici. Donc, ces biotopes-là sont protégés de toute façon et concernant les biotopes au nord ici, dans le cadre du plan sectoriel transport il y a l'obligation ici de réserver un couloir pour le BHNS, c'est un bus haut niveau de service qui desservirait la gare et qui partirait ici le long de la route de Kayl et qui desservirait jusqu'à Esch. Donc, dans le cas de ce projet ici, il y a l'obligation en fin de compte de réserver un couloir, également dans le cas de la suppression éventuelle du passage à niveau vis-à-vis la gare Dudelange Centre.

Il y a des études qui sont en cours et ça a été déterminé que ce serait favorable de passer ici - éventuellement avec une nouvelle rue - pour fermer ici le passage à niveau et pour permettre l'accès du bus à haut niveau de service. Comme ici, c'est une superposition pour un couloir pour projet routier, cela devient possible de maintenir les biotopes protégés ici. Donc éventuellement, il pourrait y avoir des plantations ailleurs sur le site. Donc ça c'était sa première réclamation.

Sa deuxième réclamation c'est qu'ici, les stationnements existant ici vont être détruits dans le cadre du réaménagement du PAG NQ ici et du couloir ici pour la nouvelle voirie. Donc, lui réclamait que les stationnements ici soient maintenus, mais en fin de compte, ils ne seront pas maintenus ici, mais il y aura toujours possibilité de les réaménager sur le site ailleurs. Mais il faut dire que cela va être un avis défavorable puisque ni le PAG ni le PAP Quartier existant fixe les emplacements des stationnements. Donc, le PAG fixe le nombre d'emplacements à construire, mais pas l'endroit où on doit le faire. Donc, c'est un point de réclamation qui en fin de compte est sans objet.

La prochaine réclamation, la réclamation 40, donc ça ici c'est la route de Luxembourg, ici il y a le Laboratoire de santé, donc c'est à l'entrée, on a le nouveau projet de

construction de LIDL ici. Donc, la réclamation 40 c'est justement une réclamation qui est faite par LIDL. Donc, eux ils demandent, étant donné que ça ici c'est maintenu, c'est devenu comme un PAP Nouveau quartier, donc eux demandent dans un premier temps d'augmenter les coefficients d'utilisation du sol. Les coefficients d'utilisation du sol, c'est la densité et le nombre de logements et c'est ce qu'on peut construire selon le nombre de mètres carrés qu'on peut construire, pour être simple. Donc, eux ils demandent de rehausser les coefficients au même niveau pour le développement du PAP ici.

Le deuxième point, c'est qu'ils voudraient qu'on reclasse la zone qui était en Hub 1. Donc, juste pour expliquer, dans le PAG en vigueur c'était ici une zone d'activité économique. Lors de la saisine on l'avait classée en Hub 2, le terrain ici, et en Hub 1 à l'arrière et dans l'avis de la commission d'aménagement, la commission d'aménagement a dit pour garantir une bonne intégration et pour éviter qu'il y ait des constructions trop imposantes avec les maisons qui sont existantes ici, donc le Ministère demandait qu'on reclasse le terrain ici en Hub 1 et pas en Hub 2. Donc, lors du vote du Conseil communal, on avait mis le tout en Hub 1 et là, la réclamation c'est de remettre le tout dans Hub 2.

Donc là, pour trouver une entente, une solution qui serait envisageable, donc ça c'est le PAP LIDL la nouvelle construction et les terrains qui nous concernent c'est ici. Donc, pour trouver un terrain d'entente, on a dit qu'on va maintenir le Hub 1 à l'arrière des constructions existantes, donc sur la portion ici, et sur les terrains où il n'y a pas vraiment de constructions, là on pourrait développer un Hub 2. Donc là, on a fait une esquisse, le Hub 1 se situe ici, à l'arrière des constructions existantes, ce serait que des unifamiliales et il y'aurait peut-être une petite résidence ici, et pour l'autre section, il y aurait plutôt des résidences le long de l'accès ici pour rejoindre les quartiers.

Donc, cela serait classé favorablement pour augmenter les coefficients de 30 à 40 logements à l'hectare et ce serait aussi en partie favorable de reclasser une partie du site en Hub 2 et non plus en Hub 1. Donc ça c'était la réclamation 40.

L'autre réclamation concerne le site ici où il y a les serres, le fleuriste, et leur réclamation, ici le terrain qui appartient à Cactus qui est libre. Donc, leur réclamation n'avait pas été faite dans le cadre de la saisine mais là ils ont réclamé étant donné que le site a été reclassé en Hub 1 entretemps, c'était en Hub 2 suite à l'avis de la commission d'aménagement. Donc, comme cela a été reclassé en Hub 1, ils ont aussi demandé que cela soit reclassé en Hub 2 lors de la réclamation auprès du ministre. Donc, là ce serait le même principe, on pourrait maintenir le Hub 1 ici et reclasser agrandir la zone mixte urbaine ici, donc il n'y aurait plus de Hub 2 comme tel, mais ce serait de faire de la Hub 1 pour garantir l'interface avec les constructions existantes et ici ce serait l'idée de mettre en zone mixte urbaine pour augmenter un peu ici l'aménagement. Donc, ça c'était un avant-projet du plan directeur pour tous les sites Helper et ce côté-ci de la route de Luxembourg, donc on

voit ici que ce sont des maisons un peu plus denses et à l'arrière ici, vis-à-vis les maisons existantes ce seraient plutôt de l'unifamilial. Donc, leur premier point, on parle des réclamations 79 et 80, ce serait en partie également favorable, mais uniquement sur une partie ici qui sera en mix U et la partie arrière restera en situation Hub 1 pour garantir une interface.

Et la réclamation 42 concerne Monsieur Schumacher, donc ça concerne ici les terrains, pour se situer, ici c'est à Burange, donc là c'est l'entreprise Farenzena, donc lui ici, dans le cadre de la saisine, il avait réclamé pour que son terrain soit reclassé en zone d'habitation 1 qu'il demandait à l'époque.

Donc il demandait que ce soit reclassé en habitation 1, mais comme c'est en zone agricole et que pour le moment également il y a un litige avec le Ministère de l'environnement parce qu'il a fait des aménagements qui n'ont jamais été autorisés et que le Ministère de l'environnement a demandé que ces aménagements-là soient détruits, démolis.

Donc, dans le cadre du vote du Conseil communal, il a été maintenu qu'il serait en zone d'agricole et là il réclame encore pour que ça soit reclassé en zone récréative.

Donc, là c'est toujours le même principe, ce serait un avis défavorable, premièrement parce qu'on ne voudrait pas qu'il y ait une extension du tissu bâti dans le paysage ouvert et qu'il y a un litige actuellement avec le Ministère de l'environnement et lui, il plaide qu'il y a eu une extension ici des terrains dans le cadre du vote du Conseil communal. Ceci c'est les terrains de stationnement de l'entreprise Farenzena. Donc, là, le Ministère de l'environnement était d'accord qu'il y ait une extension ici en zone Hub 1, mais que c'était réservé pour un parking écologique, donc qu'il n'aurait pas de stationnement sur ce site-là. Donc lui il dit ok mais vous avez fait une extension ici pourquoi pas moi ? Mais bon, ici c'est pour les besoins de l'entreprise et comme il est en litige avec le Ministère de l'environnement qui a fait des aménagements illégaux ce serait un avis défavorable donc lui il serait maintenu en zone agricole.

La réclamation 47 concerne Monsieur Tagliaferri, donc ici pour se situer, c'est l'entreprise Rossi, ici c'est l'école rue de Gaffelt. Donc, lui dans le PAG en vigueur, c'est une zone d'activité et lors de la saisine, cela a été reclassé en zone d'habitation 2, donc plurifamiliale avec une zone de PAP Nouveau quartier. Cela a été maintenu lors du vote du Conseil communal avec la zone d'habitation 2 et le PAP Nouveau quartier et lui, sa réclamation c'est qu'il voudrait tout simplement que le PAP Nouveau quartier soit enlevé et qu'il puisse développer sur base d'un PAP Quartier existant, donc simplement sur base d'une autorisation de bâtir et qu'il n'y aurait plus l'obligation de faire un PAP Nouveau quartier ici dans cette procédure.

Donc, le projet ici avait déjà été avisé favorablement par le Ministère de l'intérieur et la commission d'aménagement disait que c'était une bonne idée de mettre un PAP Nouveau quartier ici pour développer tout l'intérie-

ur de l'ilot et non pas une construction le long de la rue Sainte Barbe ici, et le long de la rue de Gaffelt. Donc, il y a eu la réclamation auprès du Ministre encore une fois d'enlever le PAP Nouveau quartier, mais pour garantir un développement cohérent de tout l'intérieur de cet îlot, ce serait préférable de maintenir le PAP Nouveau quartier pour garantir l'accès d'une rue ici et la desserte de tout l'intérieur de l'ilot. Donc, ce serait avisé plutôt défavorablement. Donc, ça c'était l'esquisse qu'on avait mise lors du projet de la saisine ici, il y a la rue Gaffelt, donc il y aurait possibilité de faire une petite résidence ici, éventuellement élargir le domaine public pour faire une espèce de placette et il y aurait une rue qui entrerait ici pour rejoindre la rue Sainte Barbe, on pourrait développer tout cet intérieur de l'ilot-là.

Donc, lui il voulait plutôt développer quelques résidences à l'avant et maintenir tous les garages à l'arrière, ce qu'il peut faire, il n'a pas l'obligation de développer, il peut maintenir toutes ses activités actuellement.

Et l'avantage que le Ministère y voit et lui aussi c'est qu'en faisant une rue ici, un jour Rossi déménage, il y aurait la possibilité de développer des maisons le long de la rue ici pour autant que lui il participe aux frais, bien sûr, mais c'est une solution qui permet bien de consolider tout cet intérieur d'ilot.

Voilà toutes les réclamations avec tous les avis favorables et défavorables. Vous avez déjà eu le tableau, ceci était donc un résumé de tout ce tableau-là.

DAN BIANCALANA (LSAP – BUERGERMEESCHTER): Villmools Merci dem Jean Brodeur, deen sech d'Mei geommaach huet fir déi 12 Reklamatiounen hei nach eemol ze presentéieren an och am Detail op déi verschidde Punkten anzegoen. D'Diskussiouen ass op.

JEAN-PAUL GANGLER (CSV): Merci, nodeems mir fir de Vott vum 25. Oktober 2021 eisen Avis zu 69 Reklamatiounen ofginn hunn, vun deenen de Schäfferot sech zu zwee Drëttel konnt ralliéieren, hu mir elo fir den zweete Vott vum Gemengerot nach just 10 Reklamatiounen, déi nom eischte Vott keng Satisfaktioun fonnt haten an dofir an zweeter Instanz beim Inneministère formuléiert goufen, an zwou weiderer, déi nei beim Inneministère erakoumen. Am Aarbeitsgrupp PAG waren eis déi nei - oder déi nei-al Reklamatiounen an dem Schäfferot sain Avis zefriddestellend duergeluecht ginn an och haut hu mir se schéin detailléert hei presentéiert kritt.

An 19 Punkten ass de Schäfferot bei senger ursprünglecher Decisioun bliwwen an huet fir déi verschidde Punkte vun deene Reklamatiounen en defavorabelen Avis ofginn. D'Begrënnunge ware verschiddener.

Deelweis goung et drëm, fir eng kohärent Entwécklung mat der bestoender Baustuktur oder mam ländleche Milieu ze garantéieren (001, 040, 047, 079, 080), bei enger anerer Reklamatioun goung et em e Biotop, dee scho souwisou protégéiert war, an em en zweeten, deen duerch d'Plans sectoriels transports ongewëss ginn ass (034). Eng aner Reklamatioun (042) gouf verworf, well se eng Erweiderung vum Perimeter verlaagt hätt, déi mer awer an der Saisine explizit limitéiert hunn,

a well op deem Terrain onerlaabte Strukture waren, wou schonn den Émweltministère interveniéiert war fir ze fudereren, dass deen Terrain an der Zone agricole misst a sain Ursprongszoustand versat ginn. An enger anderer Reklamatioun mat verschidde Facetté war et zu enger Opklärungsversammlung komm, wou nach enker opgekläert gouf iwver Émweltaspekte, déi an der SUP festgehale goufen, an iwver d'Struktur zum bebauten Tissu.

Déi Erklärunge goufe vun de Proprietairen acceptéiert an déi ursprünglech Versioun vum PAG konnt baihale ginn. An da koum nach d'Fuerderung (002) vun enger Tankstell, déi en demesuréierten Ausbau plangt an dofir dee bestoende Grénggürtel hypothékéiere wéllt. Dogéint konnt sech de Schäfferot a sechs Punkte vun dee ne Reklamatiouné mié asiichteg a konziliant weisen an huet fir déi Punkten e favorabelen Avis ginn. Do goung et énnert anerem ém Reklassementer vu geschützten Haiser a Wunnzonen ronderém eng mié rationell Verwendung vun der Grondfläch.

Mir hunn eis an der CSV Fraktioun mat deenen Avisen ausernee gesat a konnten an deene meeschte Fäll dem Schäfferot seng Stellungnam novollzéien. Et kann ee soen, dass déi Fäll, wou den Avis defavorabel ass, duerchaus gerechtfäerdeg sinn an eng korrekt Approche zu enger harmoniséiser Entwécklung vun eiser Stad duerstellen. Ech géif mengen, an deem Senn kéint ech mir eventuell virstellen, dass eis Fraktioun, sauf imprévu et surprise majeure, bei dësem zweete Vott déi Avise kéint matstëmmen.

Ech wéll awer nach eemol op de Vott vum 25. Oktober zeréckkommen: D'CSV hat sech do a verschidde Punkten enthalten, an zwar net, well mir géint deen neie PAG wieren, mee well eiser Fraktioun verschidden Aspekter a Fuerderungen an deem Vott net genügend Rechnung gedroe gouf. Eis Positioun war erkläert a motivéiert ginn. Den Detail vun den Interventiounen ass am Analyteschen nozeliesen, wann een en huet, well um Site Dudelange.lu ass en net ze fannen. Am Fall vun deem haitege Vott ass eis Positioun awer ganz kloer: Zu deene Reklamatiouné vum éischte Vott sinn eigentlech keng grondleeënd nei Elementer erakomm, an dem Schäfferot seng Avise kenne mir novollzéien. Mir fannen, dass se korrekt opgesat goufen an dass een de Projet vum PAG an deem Senn kann upassen. Mir gesinn also kee Grond fir dogéint ze stëmmen. Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

DAN BIANCALANA (LSAP – BUERGERMEESCHTER): Merci Här Gangler fir Är Stellungnam. Gétt et nach weider Stellungnamen?

MONIQUE HEINEN (DÉI GRÉNG): Ech hu keng Stellungnam, mee ech hunn eng Fro, also ech wollt soen et ass flott, dass dat alles am Groupe de travail PAG beschwatt ginn ass, mee d'Madame Ahmedova, déi eis do vertrëtt, déi war do leider verhennert an si hat gefrot ob een si kéint ersetzen an dat ass awer net méiglech. Dat hu mir schued fonnt wéll wann a Kommissione Leit feelen, dat kann een awer ersetzen, mee hei net, do war mol déi éischte Fro: firwat net?

Dann hunn ech eng Fro zu deem an der Rue Madame Mayrisch de Sainte Hubert, do ass elo e PAP, deen am Fong Nouveau quartier sollt ginn, deen ass elo émklasséiert ginn. An deem Quartier do ass et gaangen a beim Rossi ass et net gaangen. Meng Fro ass, do war eppes gesot gi mat den Eau-pluviallen, wann et elo wéi virdru war do hätt hie missen eppes maache mat den Eau-pluviallen, an dat brauch hien elo net mié ze maachen, wat ännert dat dann? Dat huet jo sécher e Senn, wann dat do soll virgesi gi mam Reewaasser a firwat brauch hien dat dann elo net mié ze maachen? Oder wéi gétt et géleist? Voilà, dat ass meng Fro.

DAN BIANCALANA (LSAP – BUERGERMEESCHTER): Merci, sinn nach weider Stellungnamen?

ROMAIN ZUANG (LSAP): Merci, ech wollt just ervirhiewen, dass dës Reklamatiounen och am Aarbechtsgrupp diskutéiert gi sinn, dëst mat der selwechter Seriositéit wéi déi éischte Kéier. Ech louch dem Schäfferot wéi d'lescht Kéier och, uewen, fir den Reklamanten entgéint ze komme wou némme méiglech. Esou hunn 50% vun den Reklamanten op deem engen oder anere Punkt oder carrement déi ganz Satisfaktioun kritt hunn duerch Arrangementer. Et ass grad esou logesch, dass déi aner 50% vun den Reklamanten och bei hirer 2. Ufro nees keng Satisfaktioun kritt hunn. Dat waren zum Beispill Ufroen, wéi en Terrain, deen an der Zone agricole läit an eng Hub 1 ze kréien, wat och eng Erweiderung vum Bauperimeter bedeit hätt. An engem anere Projet wier d'Gréngzon net respektéiert ginn oder nach e Projet, wou d'Analys vun der SUP net respektéiert gi wier.... asw. A voir ob d'Madame Ministesch sech den Avise vum Schäfferot ralliéiert oder eenzel Avisen anesch ge-sait. Sollt se dat maachen, hunn d'Reklamanten d'Méiglechkeet op den Tribunal administratif ze goen. Merci.

DAN BIANCALANA (LSAP – BUERGERMEESCHTER): Merci Här Zuang.

SEMIRAY AHMEDOVA (DÉI GRÉNG): Merci, héiert Dir mech? U sech hu mir eis déi Saachen ugekuckt, mir begréissen och, dass all déi Reklamatiouné mat de Leit beschwatt goufen och wann se e puermol reklaméiert hunn a mir fannen, dass do wierklech eng Kohärenz ass a wéi scho meng Virriedner gesot hunn, mir verbleiwe bei enger harmonescher Weiderbildung vun eiser Stad an dofir hu mir an deem Senn näisch Negatives ze soen a mir wäerten déi Reklamatioun och mat droen. Merci.

DAN BIANCALANA (LSAP – BUERGERMEESCHTER): Merci, weider Stellungnamen oder Froen? Dat ass net de Fall, ma da begréissen ech engersäits déi verschidde Positiounen, déi hei geholl goufen, ech wéll och zu deene Leit, déi sech de Mueren hei geäussert hunn, ech wéilt generell soen, dass mir probéiert hunn, och par rapport zu deenen 12 Reklamatiounen, déi era komm sinn, principiell vun der Ausriichtung hir do entgéintze kommen, wéssend awer och, dass mir probéiert hunn, an der Logik vum Vott vum 25. Oktober eben ze bleiwen.

Dass een och do eng kloer Richtlinn huet, mee och déi Reklamatiouné weisen, wou een sech och op déi Reklamatiounen deelweis duer beweegt an deelweis och net, dass een e bëssen den Echange huet iwver der Courier

an och gesäit wat verschidde Reklamanten uewe läit an do och e gewëssene Kader wahrt an ech denken, dass mir mat deenen 12 Reklamatiounen, déi mir kritt hunn, an och mat deenen Approchen, déi mir hei hunn, wou mir Saachen zeréckbehalen an awer och net, also 50/50 awer och an der Logik bleiwe vum éischte Vott, wat déi grouss Prinzippien ugeet, an awer och beim éischte Vott zwee Drëttel entgéintkommen, hei net, hei 50/50, dat beweist, dass ee probéiert, sech dohinner ze bewegen an hei och generell e PAG ze hunn, deen och d'Strooss hält.

Ech ginn, wat de Volet Madame Mayrisch de Sainte Hubert ugeet, d'Reklamatioun vum Här Think d'Wuert weider un den Här Brodeur, respektiv eise Service.

Ech wollt awer just nach - éier ech d'Wuert weiderginn – e besse mäin Erstaunen zur Kenntnis bréngen, dass elo an der leschte Sitzung, déi mir hei hu vum Gemengerot, déi Fro opkënnt vu firwat keen Ersatz gefrot gëtt par rapport zum Groupe de travail. Menges Wëssens ass an dësem Gremium decidéiert ginn, e Groupe de travail anzesetze fir de PAG, dat war schoon deelweis meng Virgängerin, déi dat gemaach huet, ech weess awer, dass mir aktiv hei drop geschafft hu sät 2018 an och an der Ausrichtung émmer gesot gouf, dass am Aarbechtsgrupp natierlech engersäits Leit solle sinn, déi de PAG kënnen opschaffen a préparéieren, fir herno kënnen hei am Gemengerot ze diskutéieren an déi Kompositioun vun deem Aarbechtsgrupp, déi ass nominativ gewiescht.

Mir waren eis do allegueren eens, dass dat nominativ wier an dass do och keen Ersatz ass, fir eben an der Logik ze bleiwen, dass déi Leit, déi an deen Aarbechtsgrupp kommen, well dat eng gewëssen Opwännegkeet ass mat der Analys vum PAG, de Reklamanten, kuckt eemol dee ganze Prozess, deen Dir gemeet hutt, also et war net fir näisch, dass et soll nominativ sinn an dass keen Ersatz virgesi war. Dofir sinn ech e bëssen erstaunt, dass elo déi Fro opkënnt, elo wou mir hei de leschte Vott huelen, woubäi, dass ee weess wéini mir ugefangen hunn a wéi ee Parcours mir gemaach hunn, parteiwergräifend, fir hei de PAG virzebereeden.

Dat als Remarque an da ginn ech d'Wuert un d'Madame Mambourg.

CATHY MAMBOURG (ARCHITEKTIN VUN DER STAD DIDDELENG): Fir dee Kanal, wou Dir do gefrot hutt, dat ass e besteeënde Reewaasserkanal vum Lotissement Lenkeschléi dee läit an do war virgesinn, fir wann et e PAP gi wier, fir do eng Sektion ze hunn, mee elo bleiwe mir einfach bei enger Servitude, déi dann do bleift.

DAN BIANCALANA (LSAP – BUERGERMEESCHTER): Merci fir déi dote Prezisioun, et ass eng Servitude, déi bléift. Soss ware weider keng Froen, déi gestallt goufen, da géif ech proposéieren, dass mir zum Vott iwwerginn. Esou wéi ech eraushéieren, kënne mir en bloc ofstëmmen oder wéllt Dir léiwer e Vote séparé? Neen, da kënne mir hei e Vott en bloc maachen iwwer déi 12 Reklamatiounen.

Da géif ech de Gemengerot froen: Sidd Dir mat der Propos vum Schäfferot par rapport zu den 12 Reklamatiounen, esou wéi se présentéiert goufen, averstanen?
Dat ass unanime.

Da wéilt ech kuerz als Remarque soen, dass ech dat begriissen, dass mir hei unanime de PAG stëmmen, well ech mengen och, dass dat weist, dass mir, wat d'Ausrichtung vum PAG ugeet, an deen ass mengen ech en Dokument, wéi sech Diddeleng weiderentwéckelt, dass d'Leit nach émmer elo kënnen e Recours maache virum Verwaltungsgesetz, mee dat ass e staarke Message, deen de Gemengerot hei gëtt andeems en an der leschte Moture de PAG stëmmt, well dat heescht och, dass mir hannert dår Entwécklung, déi Diddeleng kritt, stinn.

JEAN-PAUL GANGLER (CSV): Ech wollt eng Fro stellen: Beim leschte Vott hate mir e klengen Zousaz, do misste mir alleguerete bezeien, dass mir net befaange wieren, mee an dësem Vott si mir dat net gefrot ginn, do ass einfach ugeholl ginn, dass d'Situatioun zanter der leschte Kéier net geännert huet oder wéi?

DAN BIANCALANA (LSAP – BUERGERMEESCHTER): Jo, dat ass déi selwecht Logik well déi Reklamatiounen, déi komm sinn, sinn déi selwecht wéi dee Vott virdrun. Wann een do e Konflikt gehat hätt, dann hätt een deen och elo gehat a vu, dass keen een hat... Wann dat de Fall gewiescht wier, wier ech dovunner ausgaangen, dass Dir als Conseiller en bonne âme et conscience wéi mir dat och schonn am Virfeld vum 25. hate signaléiert hätten eis dat am Virfeld signaléiert hätt.

SEMIRAY AHMEDOVA (DÉI GRÉNG): Just fir mäi Verständnis, mir hunn do e Vott geholl iwwer dat wat Dir par rapport zu deene Situations geäntwert hutt et ass net, dass de PAG nach eemol a Fro gestallt gëtt. Et ass en Avis.

DAN BIANCALANA (LSAP – BUERGERMEESCHTER): Et ass en Avis jo. En Avis iwwer de PAG. Ech hu mech villäicht falsch ausgedréckt mee jo et ass dat. Well déi leschte Kéier war et net, do waren Abstentiounen, an dës Kéier ass et unanime par rapport zum Avis. Merci villmoos och dem Här Brodeur an senge Mataarbechter.



3. GEMENGEFINANZEN

3.1. Provisoresch Approbatioun vum Verwaltungskont vum Geschäftsjoer 2020 an Approbatioun a Stellungnam vum Buergermeeschter a Schäfferot par rapport zu der Iwwerpréiwung vum Verwaltungskont vum Geschäftsjoer 2020 duerch d'Direction du contrôle de la comptabilité communale vum Inneministère

3.2. Provisoresch Approbatioun vum Verwaltungskont vum Geschäftsjoer 2020

DAN BIANCALANA (LSAP – BUERGERMEESCHTER): Da géif ech proposéieren, dass mir op den nächste Punkt iwwer ginn, dat sinn d'Gemengfinanzen, do ass d'Approbatioun provisoire vum Compte administratif a vum Compte de gestion vum Joer 2020, dat Joer wou d'Covidkris ausgebrach ass.

Do hutt Dir och de Rapport de vérification vum Compte administratif, dee vum Schäfferot erstallte Compte de gestion vun eisem Receveur an do hutt Dir hei de Rapport vum Ministère de l'Intérieur, respektiv vum zoustännege Service vum Contrôle, déi och all Joers heihinner kommen an déi verschidden Dokumenter kontrolléieren. Do sinn am Fong just vun den 3 Punkten, dass d'Verifikatioun vun der Kees vum Receveur kee Problem ass, just 2 Punkten opgegraff ginn, deene mir awer och an eiser Stellungnam kënnen hei ganz kloer Rechnung droen.

Engersäits huet de Ministère de l'Intérieur, respektiv de Service de Contrôle erausgehuewen, dass mir wat effektiv d'Ofwaasser ugeet, respektiv och d'Eau-uséen, dass mir do fir den Horesca Secteur do nach keng Tax agefouert haben. An der selwechter Stellungnam gëtt awer och de Ministère de l'Intérieur och eng Äntwert op seng Remarque well e jo och seet, dass de Gemeng gerot a senger Deliberatioun vum 10 September 2021 deem och Rechnung gedroen huet an dat hu mir och an eiser Stellungnam hei als Gemeng geschriwwen. Da seet en awer och, dass par rapport zu de Mataarbechterinnen an de Mataarbechter also Demandureen hei an der Gemeng, déi e Prêt bei engem Bausparvertrag haben, dass do am Fong d'Subvention d'intérêts falsch applizéiert gouf, falsch gerechent gouf. Dat hu mir natierlech kontrolléiert, do sinn effektiv 9 Dossieren, wou dat falsch gerechent, respektiv falsch applizéiert gouf, dat hu mir natierlech och richtegestallt iwwer eisen zoustännege Service. Dee Mataarbechter oder déi Mataarbechterin huet dat och matgedeelt an et gouf hei och an der Deliberatioun dra gesat.

Dat sinn, wéi gesot, Remarquen, déi sech absolut a Grenzen halen, ech wollt awer och hei nach eemol d'Chiffere vum Kont vum Joer 2020 kloer statuéieren, dass een awer weess wéi dee Kont sech och entwéckelt huet.

Dat war dann engersäits um Niveau vun de Recettes ordinaires waren et 97,8 Milliounen Euro, vun den Recetten, vun den Depensë waren et 82,2 Milliounen Euro do hate mir also e Boni ordinaire vu 15,5 Milliounen Euro. Mir haten am Extraordinaire Recettë vun 4,2 Milliounen Euro, Depensen 29 Milliounen Euro, mir haten och nach eriwwer geholl vum Compte 2019; 31,1 Milliouen Euro, esou dass mir en definitive Boni am Compte vun 2020 hu vun 21,9 Milliounen Euro.

Am definitive Boni, am Initial 2020 ware mir ausgaange vun 3,1 Milliouen Euro. Mir wëssen alleguerter jo och, dass am Joer 2020 duerch déi ganz Covidkris an de Lockdown, dee war, an och duerch den Arrêt, an all déi Aarbechten, déi a Verzug gerode sinn, dass do eng Rei Verschibunge waren, dass do dann herno d'Gemengefinanze besser ofgeschnidden hunn ewéi initial virgesinn. Ech mengen, dass dat doten e bëssen en Tableau en demi-teints ass, wat d'Joer 2020 ugeet, net némme wat den Exercice vum Gemengebudget ugeet, mee och dass et generell déi selwecht Situatioun ass wéi an deenen anere Gemengen, awer och beim Staat, dat wat souwuel de Compte de gestion wéi awer och de Compte administratif vum Joer 2020 ugeet. Esou vill zu dësem Punkt. Wa Froe sinn oder Remarquen, d'Diskussioun ass op. Dat ass net de Fall, da géif ech proposéieren, dass mir zum Vott iwwerginn. Kënne mir déi zwee Punkten zesummen ofstëmmen? Separat? Haha, dat war gutt probéiert, haha. Et hätt mech och gewonnert wann Dir Jo gesot hätt.

Wien ass mam Compte administratif, dee vum Schäfferot erstallt gëtt esou wéi en hei présentiert gouf, averstanen? Dat ass LSAP, Déi Gréng an eisen onofhängege Member. Wien enthält sech? Dat ass déi Lénk. A wien ass dogéint? CSV.

An dann, wien ass mam Compte de gestion, deen de Receveur erstellt, averstanen? **Dat ass unanime.**
Merci villmools.

4. ATTRIBUTOIUN VUN ENGER AUTORISATION D'ESTER EN JUSTICE FIR DE BUERGER- MEESCHTER- A SCHÄFFEROT AM BERÄICH VUM LOGEMENT

DAN BIANCALANA (LSAP – BUERGERMEESCHTER):

Dat ass bëssen eng net alldéeglech Situatioun, wou mir hei eng Autorisation d'ester en justice ufroen an de Gemengerot froe fir virun d'Friddensgericht ze goen. Ech muss vläit e bëssen aushuele firwat mir dat wëlle maachen. Et ass esou, dass mir hei eng Autorisation d'ester en justice froe vis-à-vis vum Gemengerot vis-à-vis vun der Madame Polluce, déi am Fong en Haus besetzt, dat der Stad Diddeleng gehéiert an dat sans droit ni titre. Si schafft net fir d'Stad Diddeleng, si huet och kee Contrat de bail mat der Stad Diddeleng, besetzt also hei Gemengepropriétéit.

Wéi ass déi Situatioun entstanen? Hei geet et ëm eng Déngschtwunneng vum Portier vun der Schoul Ribespont, dat war en Här, deen en Aarbechtsvertrag mat der Stad Diddeleng hat an och eng Funktioun als Concierge hat an deen déi Déngschtwunneng iwver e Contrat de bail zur Verfügung gestallt krut. A mir haten och eemol an engem viregte Gemengerot ugerass, dass am Fong dat Aarbechtsverhältnis zwëschent deem Här an der Stad Diddeleng net méi besteet, respektiv mir do um Aarbechtsgericht sinn, well mir deem Här aus verschidde Grënn, wat säi Verhalen ugaangen ass, jo och gekënnegt hunn.

Deen Här hat also en Aarbechtskontrakt mat der Gemeng an doduerch hat en och déi Déngschtwunneng zur Verfügung gestallt kritt. Vu dass den Aarbechtskontrakt gekënnegt gouf, hate mir och natierlech dem Här en Delai ginn, dass e seng Wunneng soll verloossen an dat huet hien och gemaach. Deen Här war awer an enger Partnerschaft mat der Madame Polluce an Bail deem Kader huet hien si och do ugemellt, mee dat war némme méiglech well hien e Mataarbechter vun der Stad Diddeleng war an duerch seng Funktioun déi doten Déngschtwunneng zur Verfügung gestallt krut.

Fazit ass awer, wéi gesot, et gëtt keen Aarbechtsverhältnis méi mat deem Här, also verfällt natierlech och déi Situatioun, dass hien déi Déngschtwunneng zegutt huet an, wéi gesot, deen Här huet déi och verlooss an sech hei um Populatiounsbüro vun där doter Adress ofgemellt. Dat huet awer d'Madame Polluce wéi gesot net gemaach an huet dat bis dato op haut fir net néideg fonnt, obwuel mir natierlech probéiert hunn, iwver normale Courrier hir dat effektiv matzedeelen an och ze soen, dass si sans droit ni titre dat Haus besetzt. Et ass och esou, dass e Courrier gaangen ass iwver Affekot.

Natierlech hu mir als Gemeng och e klengen Delai gi fir dass déi Madame sech kann eng aner Wunneng sichen, awer wéi gesot, à ce stade wunnt si nach do an ass nach émmer ugemellt an ech denken, dass dat eng Situatioun ass, déi net ze toleréieren ass. Et ass



nach émmer un der Gemeng, ze decidéieren, wiem se eng Wunneng zur Verfügung stellt, sief dat iwver eise Service Logement, dann hunn d'Leit e klassesche Contrat de bail oder iwver eng Mise à disposition, wann et iwver d'Gestion locative sociale ass oder eng Déngschtwunneng wann een am Service vun der Stad Diddeleng schafft. Dat ass wéi gesot bei der Madame net de Fall, mir hunn d'Erkenntnes hei am Dossier, och dee Courriersaustausch, deen zwëschent Affekote war, den Affekotebüro Dupong & Krieps, an de Maître Braun, déi eis an deem Dossier consultéieren, d'Situatioun huet sech bis elo nach net geännert an dofir froe mir hei de Gemengerot, de Schäfferot ze énnerstëtzen an däi Autorisation d'ester en justice. Ech hunn hei probéiert, ganz sachlech an ouni weider Polemik den Dossier esou duerzestellen, wéi en sech de Moment virfénnt. D'Diskussioun ass op.

MICHÈLE KAYSER-WENGLER (CSV): Merci, majo ech wollt just soen, dass mir dat absolut énnerstëtzen, dass dat en No go ass, dass een einfach sech net u Reegelen a Gesetzer hält an, dass mir dem Schäfferot do gréng Luucht gi fir do virzegoen. Meng Fro ass awer éischter déi, mir hate schonn eng Kéier rieds dorriwwer, wéi mir et iwverhaapt hale mat den Déngschtwunnungen, ob dat nach adäquat ass wa mir do Portieren dra setzen, zumools wann ee gesäit, wéi vill Suerge mir hu fir um Wunnengsmaart Wunnengen ze fannen. Dat do ass e wonnerschéint Haus, wou wierklech eng grouss Famill kann dra wunnen, mir hunn immens vill Demanden, mir kommen do herno drop ze schwätzen, wéi vill Demanden och an nächster Zukunft wäerten op eis duerkommen a mir hunn den Exercice jo awer scho gemaach an aneren Déngschtwunnengen. Ech denken hei un de Kennedy Stadion an do ass meng Fro ob mir och an déi Richtung denke fir aus déser Déngschtwunneng eng aner Wunneng ze maache fir anere Besoinen entgéintzekommen. Merci.

DAN BIANCALANA (LSAP – BUERGERMEESCHTER):
Merci Madame Kayser:

THESSY ERPELDING (DÉI LÉNK): Merci, jo ech denken, dass dat sollen Déngschtwunnenge bleiwen, mee dorriwwer diskutéiere mir elo net. Ech hu just eng Fro, an zwar d'Informatioun un den Här, deen da bei eis geschafft huet, ass jo fréi erausgaang, dee wosst jo e Joer am viraus, dass e muss d'Haus eidel maachen an en ass méi frei eraus gaangen. Ech hu mech gefrot, ob d'Madame dat och wousst? Ass et an der Verantwortung vun der Gemeng? Dat kann een sech froen. Et ass eigentlech esou, si huet beim Här gewunnt, hien huet de Kontrakt Da war den Delai jo awer méi wéi ee Joer

an Kenny däit Zäit, huet ee jo awer gutt Zäit eppes ze sichen. Ech hu mech dat gefrot, mee effektiv läit dat jo och net an der Verantwortung vun der Gemeng, mee un der Persoun, déi se do mat ugemellt huet. Merci.

DAN BIANCALANA (LSAP – BUERGERMEESCHTER):

Merci Madame Erpelding, nach weider Stellungnamen? Dat ass net de Fall. Also zu deem Zäitpunkt hu mir matzäiten d'Resiliationun gemaach fir dass een och matzäite ka seng Dispositiounen huele fir eppes ze sichen, well mir wëssen, wéi d'Situatioun um Wunnengsmarché ass an zu deem Zäitpunkt, wéi mir dat matgedeelt hunn, ware mir och als Gemeng am Kontakt mat dem Här an do waren si och nach eng Koppel an d'Madame war do ugemellt, dat ass also och an hirem Ressort, an hirer Responsabilitéit. Et war also gewosst, dass mir do matzäiten déi néideg Informatioune ginn hunn dofir, dass se och konnten zesummen oder net zesummen déi néideg Dispositiounen huelen. Dat dozou.

Generell muss ee jo soen, dass dat heiten déi éischte Kéier ass wou mir an esou enger Situatioun si mat engem Mataarbechter, deen d'Funktioun vun engem Concierge ausübt an déi sech esou eru gedoen huet wéi si sech eru gedroen huet, awer ech mengen, dass mir hei an déi Richtung ginn, dass mir dem Service Logement déi Wunneng attribuéieren an dass mir do och an der aktueller Situatioun, wéi mir sinn, dat doten éischter liberéieren an an de Wunnengspark vun der Gemeng eranhuelen. Generell mat dëser Situatioun, déi mir och elo kenne mat der Ukrainkris oder och net mee ech mengen, dass et esou wéi mir eis jo och opgestallt hunn, Sënn mécht, dës Wunneng dem Service Logement ze ginn.

Da géif ech froen ob de Gemengerot dem Schäfferot gréng Luucht gëtt fir déi Autorisation d'ester en justice ze huelen? **Dat ass unanime.** Merci villmoos dofir.

5. PERSONALFROEN

5.1. Creatioun vun engem Salariésposten, Agent polyvalent (Carrière A3), Vollzäit (Service Gestion et maintien du patrimoine, Espaces verts)

5.2. Creatioun vun engem Salariésposten, Handwierker (Carrière H3), Vollzäit (Service Gestion et maintien du patrimoine, Espaces verts)

DAN BIANCALANA (LSAP – BUERGERMEESCHTER):

D'Personalfroen hu mir an der Séance publique, do ass et esou beim éischte Punkt, dass mir ee Salariésposten, en Agent polyvalent A3 Carrière, wëlle schafen am Service Espaces Vert. Wéi gesot, dat ass den Département de Gestion et Maintenance du Patrimoine, hei geet et also wierklech dorëms, e Recrutement ze maachen um Niveau vun den Espace-verten, respektiv och um Niveau vun eise Grénganlagen, déi éummer méi zouhuelen, net némmen duerch déi nei Quartieren, déi entstinn, mee och duerch nei Projeten, déi entstinn, duerch nei Infrastrukturen an do ass et och wichteg, dass mir eis besser opstelle fir och déi Grénganlagen.

An ech denken, d'Saison steet elo virun der Dier, elo wou de Wanter op en Enn kënnt an d'Fréijoer virun der Dier steet, respektiv de Summer, an do muss déi néideg Kräften hu fir dat kennen duerchzezéien, dofir wollte mir hei dee Poste schafen. An ech géif deen nächste Punkt direkt mathuelen, well dat och direkt e Lien ass, bei deem wat mir do wëllen. Dat eent ass en Agent polyvalent an der A3 Carrière, dat anert ass an der H3 Carrière en Handwierker och um Niveau vum DAP.

Dat ass dee Service, deen dobaussen déi meeschten Aarbecht huet, esou dass mir eis och do fachmännesch gutt opstelle fir déi Déngschtleeschtung dobaussen an dat si Saachen, déi visibel sinn a wou mer eis kënne gutt opstellen. Dat ass d'Erklärung zu den 2 Posten, déi mir hei wëlle virhuelen. Froen oder Remarquen? Dat ass net de Fall, da proposéieren ech, dass mir ofstëmmen: Wien ass mam Poste vum Agent polyvalent averstanen? Dat ass Dat ass unanime.

A wien ass mam Handwierkersposten averstanen? **Dat ass och unanime.** Da soen ech lech villmoos Merci an da ginn ech d'Wuert weider un d'Josiane Di Bartolomeo-Ries, fir de Service Education et Accueil.

5.3. Creatioun vun zwee Gemengenemployésposten, Vollzäit, Indemnitéitsgrupp C1, Educatif et psychosocial (Service Education et Accueil)

5.4. Creatioun vu véier Gemengenemployésposten, Vollzäit, Indemnitéitsgrupp B1, Educatif et psychosocial (Service Education et Accueil)

JOSIANE DI BARTOLOMEO-RIES (LSAP): Dir hutt hei eng Creatioun vun 2 Posten, en C1, dat sinn Aide-educateuren, do probéiere mir méttlerweil zeréckzegräifen op déi qualifizéiert, dat heescht, déi kennen dat unerkannt kréien iwwer de Ministère an hei ass d'Creatioun, mir haten dat scho gesinn, dat sinn déi Leit, déi eis feele wa mir de Ribeschpont och ganz wëllen ausbauen

an émmer méi Kanner kréien, da brauche mir déi Leit. Dofir géife mir hei 2 Créations de poste maache fir en C1. An da komme Création de postes, 4 Stéck, dat sinn Diplôméen, och déi gi gebraucht. Wéi Dir et gesitt, mir kréieren zwar hei nach Posten, mee herno wäert Dir gesinn, dass och erém Personal feelt, mee mir brauchen déi heiten onbedéngt, dofir musse mir se kréieren.

DAN BIANCALANA (LSAP – BUERGERMEESCHTER): Ok Merci, kënne mir iwver déi Posten ofstëmmen? Poste vum Aide-éducateur, ass de Gemengerot domadder averstanen? **Dat ass unanime,** Merci villmools.

An déi 4 Posten Educateuren? Och domadder averstanen? **Dat ass och unanime,** Merci. Da gi mir iwver an eise Service Protection de l'environnement, eise Service écologique.

5.4. Creatiou恩 vun engem Gemengenemployésposten, Vollzäit, Indemnitésgrupp B1, Techniker (Émweltschutz an nohalteg Entwécklung)

RENÉ MANDERSCHEID (LSAP – SCHÄFFEN): Eise laangjärege Chef de Service, de Patrick Hoss wäert Enn des Joers a seng wuel verdéngte Pensioun welle goen a vu dass mir dee Poste musse besetzen, wollte mir – an dat hate mer jo schonn am Budget ugeschnidden - dee Posten dann och matzäite besetze fir dass déi Persoun kann ugeleriert ginn an dofir géife mir deen heite Poste schafe fir wann de Patrick Hoss an d'Pensioun geet, dass dann deen neie Mann oder déi nei Fra direkt prett ass fir déi Charge ze iwverhuelen.

DAN BIANCALANA (LSAP – BUERGERMEESCHTER): B1 et ass e Redakter.

MONIQUE HEINEN (DÉI GRÉNG): Merci, jo mir bedauren natierlech, dass de Patrick Hoss an d'Pensioun geet, mee bei dësem Punkt hei wollte mir awer soen, dass mir dat net matstëmmen, well an eisen An geet dat net duer de B1 a mir hätten do léiwer eng Carrière A gesinn a mir hate jo och schonn an de Budgetsdebatte gesot, dass mir eis wierklech géife wënschen, dass d'Gréngt Haus nach géif verstärkt ginn, well elo ass den Här Morbé jo fortgaangen an d'Madame Cloos ass jo nach net esou laang do a mat all deene Krisen, déi mir hunn, Klimakris, Energiekris, Klimapakt, mir wäerten och geshwënn den Naturpakt nach kréien, Covenant of Mayors an dann hat d'Gréngt Haus jo och émmer ganz vill betreffend Biergerbedeelegung gemaach, mir maaichen eis do Suergen, dass dat net gutt genuch opgestallt ass a mir wëllen eis hei enthalen, well mir denken, dass do en A gefrot ass.

DAN BIANCALANA (LSAP – BUERGERMEESCHTER): Merci, also wann lech de Service écologique wierklech um Häerz läit, da géift Dir dëse Projet matstëmmen, well et ass e Renfort, dee gemaach gëtt. Et kann ee jo iwver d'Qualifikatioun schwätzen, mee hei geet et wierklech drëm, dat ze verstärken. Mee bon, ech respektéieren dat, cela n'enagge que vous, ech wëll just soen, dass d'Madame Cloos, déi mir engagéiert hunn, eng Rei vu Kenntnisser an e Bagage huet, dee grad deem dote Rechnung dréit.



A Biergerbedeelegung, do ass e Rekrutement ausgeschriwwen ginn iwver e CDD, fir grad de Service écologique an deem dote Volet ze entlaaschten, dass mir eng Kraaft hunn, déi sech exklusiv dorëms bekëmmert fir dass dann och de Service écologique eng ganz Rei Elementer, déi ganz Rei Pakter, déi gestëmmt goufen, déi ganz Gesetzer an och d'Attributioun vum Service écologique huet fir deem och kënne Rechnung ze droen.

MONIQUE HEINEN (DÉI GRÉNG): Mir si jo och net dohéint, mee mir enthalten eis well mir gären nach méi Manpower oder Womanpower hätten.

DAN BIANCALANA (LSAP – BUERGERMEESCHTER): Kee Problem, Merci.

THESSY ERPELDING (DÉI LÉNK): Merci, ech schlësse mech do e bëssen der Meenung vun der Madame Heinen un awer just wat de Grad vum Posten ugeet. Ech hunn e bësse gekuckt wat esou bei anere Gemengen ass. Ech war och e bëssen iwwerrascht, dass et e B1 ass, mee bon, dat kann een herno villäicht nach ausweiden, ech weess et net. Ech muss awer soen, dass ech selwer als Fonctionnaire begréissen, dass virgegraff gëtt a mat Zäit dru geduecht gëtt, een ze ersetzen, deen a Pensioun geet, ee mat vill Erfarung an dat fannen ech ganz gutt. Merci.

DAN BIANCALANA (LSAP – BUERGERMEESCHTER): Merci, ginn et nach weider Stellungnamen? Neen? Da stëmme mir iwver dëse Posten of. **Wien ass mat dëser Creatiou恩 averstanen? Dat ass CSV, LSAP, déi Lénk an den onofhängege Member. Wien enthält sech? Déi Gréng. Merci.**



Mee wéi gesot, hei si mir an enger Situatioun, wou e souveränen an demokratesch gewielte Staat ugegrafft, wou Stied ageholl ginn a wou een awer och mierkt, dass se net esou schnell an net esou gutt ageholl ginn ewéi effektiv sech dat virgestallt gouf an ech denken, dass dat och mat der Mobilisatioun vun der ukrainischer Bevölkerung, vun de Biergerinnen a Bierger, déi fir hiert Land kämpfen. Verschiddener müssen hiert Land verloossen, verschiddener musse fir hiert Land kämpfen, verschiddener bleiwen am Land a wëllen déi demokratesch Wärter verteidegen, dat kënnt och net van ongefëier, dass deen Appell och komm ass fir an d'EU eranzekommen, respektiv awer och eng ganz Rei Biergerinnen a Bierger, déi Opfankstrukturen ukrainesch Nationalitéit hunn oder och net méi hunn an an hiert Land wëllen zeréckgoen an determinéiert sinn, fir hiert Land ze kämpfen.

Wa mir wëssen, dass et geopolitesch e bësse méi eng schwierig Lag ass well d'Ukraine kein Natoverbündten ass an dofir am Kader vun deem Traité verschidde Artikelen net kënnten declenchéiert ginn, natierlech eis no steet an och d'Adhesioun vun der Europäescher Communautéit ugefrot hunn an, wéi gesot, och do all Énnerstëtzung wichteg ass. Mir wëssen natierlech och, dass deen Impakt vun deem ganze Krich en Impakt huet op déi ganz Energiepräisser an Europa an och dat, geopolitesch, kritt een och ze spiere mat deene verschidde Präishaussen, déi mir erliewen an och déi verschidden Äntwerten, déi een och drop ka ginn.

Wéi gesot hu mir eis hei zu Diddeleng drop virbereet, dat hu mir op verschidden Aart a Weise gemaach. Ech ka soen, et ass jo esou, dass hei zu Lëtzebuerg virun allem den Ausseministere via den ONA (Office National d'Accueil) déi ganz Koordinatioun hei zu Lëtzebuerg mécht, dass mir deem och matgedeelt hunn, dass mir als Stad Diddeleng wéilte Wunnengen zur Verfügung stellen, oder Logementsméglechkeeten, dat sinn der 18 Stéck, dovunner 10 Zémmeren am Cottage Hotel, wou mir och un si erugetruede sinn, mir probéieren alles ze mobiliséiere wat méiglech ass.

An ech kann och soen, dass säit dem 16. Mäerz och schonn ukrainesch Biergerinnen an Bierger hei zu Diddeleng sinn, 8 Damme mat 12 Kanner, déi hei sinn an déi op der Plaz am Cottage Hotel betreit ginn, mir halen eis och zur Dispositioun vum ONA wann e weideren Dispatching gemaach gëtt an déi verschidde Gemengen a Stied. Wéi gesot, niewent der Mise à disposition vun de Logementer ass et och wichteg, dass déi ganz sozial a psychologesch Betreuung vun deene Leit gemaach gëtt, wann ee jo och weess wat se erlieft hunn an dass dat heiten allegueren jo Leit sinn, déi net fräiwëlleg hiert Land verloossen.

Et ass gutt, dass mir se hei zu Lëtzebuerg ophuelen, dass mir hinnen och e Kader ubidden, zumools awer generell an dat ass de Constat, deen europawäit gemaach gouf an dëser Flüchtlingsproblematik, dass et awer och Leit ginn an do musse mir generell drop oppassen als europäesch Länner dovunner och Lëtzebuerg, och wa Lëtzebuerg do manner betraff ass wéi eng Rei aner Länner ouni ze soe wéi eng, dat ass de Volet vun der Traite d'êtres humains, Human trafficking esou

6. KRICH AN DER UKRAINE

6.1. Resolutioun fir d'Énnerstëtzung säitens der Stad Diddeleng fir d'Ukraine, Affer vun einer militärescher Aggressioun duerch Russland

6.2. Allocatioun vun ausseruerdentleche Subsiden

6.3. Approbatioun vun engem zousätzlechen ausseruerdentleche Kredit

DAN BIANCALANA (LSAP – BUERGERMEESCHTER):
Wat de Volet Ukraine ugeet, ass et jo esou, dass mir eng Resolutioun, e Projet vun enger Resolutioun geschriwwen hunn, déi och schonn an anere Gemengeréit war, hunn och elo do net d'Rad nei erfonnt mee war virun allem fir och awer vu Säite vum Diddelenger Gemenge-rot villäicht och e wichtige Message vu Solidaritéit vun dëser Plaz aus ausstralien, och vis-à-vis vun der Ukraine an och vis-à-vis vun der ukrainescher Bevölkerung, respektiv awer och de Leit, déi op der Flucht sinn. Dräi Millioune Leit, dovunner d'Halschent Kanner, dat sinn der vill, bal 3 000 Leit, déi hei zu Lëtzebuerg ukomm sinn, do si ganz vill Efforten déi souwuel op staatlecher Säit wéi awer och op der Säit vu ville Gemenge gemeet ginn, sief et am Primaire-Accueil, respektiv awer och Opfankstrukturen, déi geschaf ginn, respektiv, zur Verfügung gestallt gi fir déi Leit, déi Bierger a Biergerinnen aus der Ukraine dignement kënnten opzefänken, well Krich an Europa ass.

Et ass Krich an Europa an dat ass quasi virun eiser Hausdier an et ass virun allem och déi zivil Bevölkerung, déi Affer dovunner ass an op der Flucht ass a mir mierke jo och, dass hei eng Well vu Solidaritéit do ass an och dat ass ganz positiv an et mierkt ee jo och, dass déi Well vu Solidaritéit engersäits besteet an der Europäescher Unioun, an deenen eenzele Länner, respektiv awer och an der Gesellschaft an dat ass ganz positiv par rapport zu enger Aggressioun, par rapport zu enger Invasioun, wou éischter esou imperialistesch Ambitione ganz kloer present sinn, vu Muechtpositioun, vun Dominéieren awer och internationaalt Recht, dat net respektéiert gëtt, Vélkerrecht dat mat Féiss getréppelt gëtt an ech mengen, dass et och do wichteg ass, mat alle Moyenen, déi een huet, niewent der Diplomatie, och anzewierken.

Dofir ass et och wichteg, dass e ganze Pak vu wirtschaftleche Sanktioune verhaange goufen, et ass do wou et wéi deet. Et ass awer och émmer erëm déi ganz Diskussioun, émmer erëm d'Verstäerkung vum militäreschen Arsenal ouni direkt anzegräifen.

wéi d'Englännner et soen, och hei e Phenomen ass, deen opkënnt par rapport zu enger Populatioun, déi an enger méi vulnerabeler Situatioun ass a virun allem vis-à-vis vu jonke Fraen.

Do ginn et am Moment Analysen a Raporte vun ONGen, déi ganz kloer an déi Richtung undeiten an och do ass et wichtig, dass een déi néideg Moosnamen hëlt fir dat ze énnerbannen, well grad a vulnerabele Situatiounen et jo och Leit ginn, déi dat wëllen ausnotzen. Et ginn net némmer Acteuren, staatlech Acteuren, kommunal Acteuren, privat Acteuren, déi an esou Situatiounen eng gewësse Guttheet weisen an och solidaresch sinn an och do dat wëllen opfänken, et ginn awer och Leit a Strémungen, déi eischter dat wëllen ausnotzen an och do ass et wichtig, dem entgéintziewieren.

Dat mol virun allem a wéi ech hei elo soen, dass mir dem ONA, déi 18 Logementer gemellt hunn, dass mir och an enkem Kontakt si mat der Croix Rouge an och mat der Caritas, dass mir och dem Gemengerot hei proposéieren, dass mir e Subsid vun 3 500 Euro fir déi ONGe ginn, der Croix Rouge, der Caritas an och - wéi gesot - der UNICEF a mir hunn och als Gemeng probéiert, eise Support alleguereten deenen Deklaratiounen ze ginn, déi gemaach goufen, sief dat um Niveau vum Syvicol sief dat awer och wa privat Initiative geholl goufen.

Ech denken do un Initiativen, déi an eise Schoule geholl goufen, awer och privat Initiativen, fir Material och ze sammelen, respektiv awer och, vu dass mir Member si vu "Cultural cities" um Niveau vum Conseil de l'Europe, dass mir och déi Deklaratioun énnerschriwwen hunn, respektiv awer och eise Support an eis Solidaritéit ausgedréckt hunn an, dass mir eis och deem ralliéiert hunn, awer och vum Daachverband vun den europäesche Gemengen, also iwverall déi Solidaritéitsappellen, déi et ginn, hu mir och natierlech als Stad Diddeleng énnerstëtzzt.

Déi Resolutioun, ech wollt e bësse méi wäit aushuele fir de Kader ze setzen, déi Dir alleguerete kennt well Dir alleguereten natierlech am Alldag suivéiert wat geschitt. Et ass och émmer interessant ze gesinn, wéi déi verschidde Medien d'Duerstellung maache vu verschidde Situatiounen. Ech mengen, an där Resolutioun, déi mir hei virleien hunn, gi mir kloer hin a mir condamnéieren déi Attack, déi Invasioun vun der Ukraine duerch Russland.

Ech hu et virdru kuerz erkläert an effektiv gi mir an déi Richtung, dass mir exigéieren, dass d'Hostilitéiten ophalen, dass dee Krich direkt ophält, dass mir natierlech eis Solidaritéit expriméiere mam ukrainesche Volk, dass mir natierlech och prett si fir d'Bierger a BiergerInnen aus der Ukraine en fonctioun vun eise Moyenen an Disponibilitéiten hei ophuelen an dass mir och d'Regierung an d'Gemengen énnerstëtzzen an all hire Formen, déi se maache fir och déi Leit opzehuelen.

An eisem Considérant gi mir nach eemol op déi ganz Aspekter an, wou ech ugangs gesot hunn, dass internationaalt Recht hei ganz kloer verletzt gouf, dass mir dat natierlech net gutheeschen, dass mir dat verurteelen an och, dass d'Souveranitéit an d'Dignitéit vun

der Ukraine ugegraff goufen an natierlech och, dass mir begréissen, dass de Lëtzebuerger Staat hei seng Solidaritéit spille léisst an hei och Leit empfánkt an, dass mir och déi international Solidaritéit zénter 2016 hei zu Diddeleng weisen, well mir jo hei och eng Struktur hu vun den Demandeurs de protection internationale, dass mir déi och hei an dëser Situatioun geltend maachen, dat ass am Fong dat wat dës Resolutioun beinhalt an d'Diskussioun ass elo op. D'Madame Kayser an dann d'Madame Erpelding.

MICHÈLE KAYSER-WENGLER (CSV): Merci Här Buergermeeschter fir d'Wuert, mir schwätzte vun enger Attack op e souveräänt an onofhängegt Land, eng Attack op d'UN Charta, eng Attack op déi international Rechtsuerdnung déi Genfer Konventioun, déi 1949 geschriwwen gouf an 1977 am Zousaz festhält wéi eng militäresch Operatiounen an engem Krich "erlaabt" sinn a wat verbueden ass, all dat gétt mat Féiss getréppelt. Attacke vu Wunngebidder si decidéiert verbueden, de Beschoß vu Spideeler, Maternitéen, Wunngebidder, dat ass inadmissibel, d'Netariichte vu Flüchtlingskorridoren, déi eng sécher Evakuatioun vun der Bevölkerung a Stied wéi Mariupol garantéieren, dat ass inadmissible. Dat si Violatioune vum humanitaire Völkerrecht.

Ech wëll awer och kuerz drop hiweisen, dass virun allem awer och Kannerrechter an dësem Krich wéi och an all Krich mat de Féiss getréppelt ginn d'Kanner iere ronnerem, si verstéiert, hu villäicht hir Eltere gesi stierwen, si hunn hir Eltere verluer op der Flucht, Kanner, déi vill Leed gesinn hunn, déi hir Eltere gesinn hunn, déi verzweifelt sinn a kräischen, d'Kanner verléieren den Halt, si verléieren eng onbeschwéiert Kandheet mat Recht op Fräiheit, Recht op Schoul, Recht op Gesondheet.

Dës barbaresch Attack hëlt de Kanner de Buedem énnernt de Féiss ewech. Déi Traumaen, déi dës Kanner erliewen, wäerten déi Kanner e Liewe laang begleeden, dat gesait een och an dramateschen Temoignagë vun enger eelerer Bevölkerung, déi schonn e Krich erlieft huet an hirer Kandheet, déi bis haut verfollegt gi vun deenen Traumataen.

Et besteet awer och Hoffnung doraus, dass ee gesait, dass Europa an d'USA an eng ecrasant Majoritéit vun de Staaten op der Welt zesummeréckelt sinn an duerch Sanctiouen, awer och duerch eng kloer Aart a Weis an duerch e kloert Weisen, dass dës Attacken op e souveräänt Land absolut net toleréiert ginn, dat mécht Hoffnung. Mir musse probéieren, Russland ze stoppen, dat ass natierlech méi liicht gesot wéi gemaach, mir dierfen och net opginn, op diplomateschem Wee iergend en Accord ze fannen, deen der Ukraine erëm hir Fräiheit zeréckgëtt.

Hoffnung gesait een och wann een d'Biller kuckt vu Leit déi bannen a Russland selwer de Krich net gutt fannen. Déi Couragéies protestéiere mat allen haarde Konsequenze fir déi Leit, déi sech duerch opdrängen, och dës Leit verdéngen eise grousse Respekt, well e Kampf vu banne géint den Diktator, ech denken, dass dat epes ass wat och ganz wichtig ass. Wat kenne mir maachen?

Eis Solidaritéit mat der ukrainescher Bevölkerung ausdrücken, hinnen d'Hand reechen, Héllef ubidden, märesch, finanziell esou gutt et geet. Gutt organiséiert Héllefskonvoien an d'Ukrain, dat ass eppes wat mir haut all Dag begéinen awer net némmen an d'Ukrain awer och an d'Nopeschlänner, déi am Moment iwwerrullt gi vu Millioune Flüchtlingen.

Eng finanziell Énnerstëtzung un Associatiounen, déi Erfarung um Terrain hunn dat begréisse mir explizit. D'Croix Rouge an d'Caritas hunn eng ganz grouss Erfahrung un Interventiounen a Krichsgebiddere. Ganz traureg ass wann een héiert, wat gëtt gebraucht, Läichesäck an Traumakits, dat heesch, Traumakits, dat si Setten, déi se an de Spideeler benotze fir Opfer vu Kugelen oder Granaten ze hellefen, dat ass dat wat gebraucht gëtt. An dat ass dramatesch a mir énnerstëzzen dat voll a ganz, dass virun allem Croix Rouge an och Caritas och do e groussen Obulus vun eiser Gemeng kréien. Perséinlech hätte mir nach MSF gutt fonnt, Médecins sans frontières, déi och um Terrain ganz vill Erfarung an dëser Richtung hunn.

Voilà, wat ass nach wichteg? Eng Welcome-Politik fir Leit aus de Krichsgebiddere, déi de Wee heihinner fannen. En allgemeingt Verbessere vun de Solidaritéitsgedanke mat alle Verdriwwenen aus Krichsgebiddere, dat ass wichteg. D'Héllef soll onbürokratesch an efficace sinn, mir kënnen do hellefen, wou mir d'Méiglechkeeten hunn, mir hunn hei gesot gehat mir kënnen eng Geldspend organiséieren, mir hu Sammelaktiounen énnerstëztzt, woubäi een och èmmer do muss gutt kucken, dass dat do ukéintt wou et och gebraucht gëtt an et muss een èmmer gutt kucken, déi Saachen ze sammelen, déi néideg sinn an do ass et och èmmer wichteg, dass wann een sech scho bereet erkläert fir e Konvoi z'organiséieren, dass ee weess mat wiem ee sur place kommunizéiert an, dass ee weess wou déi Saachen och higefouert ginn.

Dat ass ganz wichteg wëll soss riskéiert all gutt gemengten Aktioun e Flop ze ginn an dat wier schuet, dat wier eng gewësse Frustration. Och do si mir éischter der Meenung, dass mir all gutt gemengte Projet énnerstëzte sollen, awer och virun allem drop opmiersam solle maachen, dass déi solle gutt vu vir bis hannen duerchduecht ginn. Wat d'Fräimaache vu Logementer ubelaangt, fanne mir dat eng gutt Saach, 18 Logementer huet den Här Buergermeeschter gesot, déi stelle mir zur Verfügung, 10 Zëmmer am Cottage Hotel. Meng Fro ass just: Wou sim déi aner 8 Logementer a wéi kréie mir déi zur Verfügung gestallt oder wéi kréie mir déi liberéiert?

Well et muss een och wëssen, dass dat Fräimaache vu Logementer, dat ass en éische Schratt, et weess ee jo net wéi et weider geet, wëllen déi Leit fir èmmer hei bleiwen? Wëllen déi Leit nees zeréck? Et kritt een e bëssen den Tenor vun dobaussen, dass déi Leit hoffe fir esou séier wéi méiglech nees an hiert Land ze kommen an do um Opbau vun hirem Land wëllen hellefen. Dat ass eng aner Situations wéi déi Flüchtlingen, déi mir an der leschter Zäit hei am Land opgeholl hunn, wou de Retour sécher vill méi komplizéiert ass.

Wéi gesot, d'Solidaritéit muss och héichgehale ginn, och déi nächst Wochen a Méint, och wa mir dat hei zu Lëtzebuerg spieren duerch méi héich Gas- oder Pétrolspräisser oder andeems de Weess méi rar gëtt oder méi deier gëtt, och da muss et heeschen, d'Fräiheet vun alle Bierger, dat ass dat wat zielt, dat musse mir verdeedegen, och wa mir müssen Aschränkungen a Kaf huelen.

Natierlech musse mir och d'Solidaritéit mat eise Bierger net vergiessen, dat ass absolut sous-entendu, e soziale Support fir bedürfteg Familljen, déi och duerch déi Práisdeierechte beträff sinn, dat dierf natierlech net vergiess ginn. Niewent der Fräiheit vun engem onofhängege Land ass eben d'Solidaritéit dee wichtigste Guide vun eisem Handelen, vun eise politeschen Decisiounen, awer och d'Solidaritéit mat alle Bierger an der Ukraine, mat alle Bierger aus deene Géigenden, awer och aus anere Géigende vun dëser Welt, déi hiert Doheem müssen opgi wéinst Krich, Hongersnout, Impakt vum Klimawandel op hir Heemecht.

Villäicht gëtt dat heiten eis och en Iwwerdenke vun eiser Positioun zu de Flüchtlingen aus anere Krichsgebiddere, déi eis net esou touchéiert hunn ewéi déi Kris, déi elo an der Ukraine ass, well dat einfach méi no virun eiser Dier ass.

"Wir werden es schaffen" hat d'Madame Merkel gesot an och dorunner gleewe mir fest, eng Welcome-Politik, déi musse mir hu fir Leit, déi Héllef sichen, déi dierfe mir vu kenge radikal nationalistesche Stréimungen zerstéiere loassen, mir müssen zesummenhalen a, wéi gesot, Solidaritéit dat ass och chréschtliche Nächste-léift an déi musse mir am Alldag èmsetzen. Dofir sti mir an, dofir énnerstëzte mir dës Resolutioun a wäerten och weiderhi Mesuren, déi sech wäerten erginn an déi mir da musse gemeinsam beschléissen, och déi Mesurë wäerten eisen Accord kréien.

DAN BIANCALANA (LSAP – BUERGERMEESCHTER):
Merci villmoos Madame Kayser fir déi Stellungnam.

THESSY ERPELDING (DÉI LÉNK): Merci fir d'Wuert. Virun 3 Wochen, de 24. Februar dëst Joer huet déi russesch Federatioun ugefaange mat den Attacken op d'Ukraine. Et handelt sech dobäi èm en Ugrëffskrich op e souveräant Land, wat e grave Broch mam Vélkerrecht duerstellt a mat absolut näischte rechtfäerdegen ass. D'Bevölkerung an der Ukraine leit ènnert Kampfhandlungen, déi vum russesche President a senger Clique vu räichen Oligarchen a Krichsdreiver provozéiert ginn. déi Lénk fuerderen en direkte Waffeställstand an e bedéngungslose Réckzuch vun den russeschen Truppen aus der Ukraine.

Mir gesinn d'Necessitéit vu Sanctiounen, déi grouss kapitalistesche Entreprisen an déi, déi finanziell vum Krich profitéieren, esou wéi och déi räich Oligarchen, déi dee russesche President énnerstëzzen, treffen. Et muss kloer sinn, dass déi russesch Féierung soll getraff ginn. Et dierf net zu Sanktiounen kommen déi zu engem kollektive Bestrofe vum russesche Vollek féieren. D'russescht Vollek leit och ènnert dem Diktator.

déi Lénk si géint Waffeliwwerungen an d'Ukrain, dést féiert zu enger Krichsspiral, enger Gewaltspiral an zu engem Militarisierungswettlauf, vun deem némme Waffeliwweranten an hir Aktionäre profitéieren. Et ass och erschreckend, dass d'EU eng halles Milliard fir Waffen ausgëtt. Diplomatie ass den eenzegen an richtege Wee fir Konflikter ze léisen an och déi eenzeg Méglechkeet. Och Létzebuerg oder grad Létzebuerg huet ganz aner Méglechkeete fir an deem heite Konflikt ze reagéieren amplaz zeg Waffen ze schécken.

Et ass gewosst, dass eis Finanzplaz eng Dréscheif fir Suen och vu russeschen Oligarchen a grousse russeschen Entreprisen ass, déi enk mat der russescher politescher Féierung verbonne sinn. Mir mussen déi Sue fannen an direkt blockéieren, och wann dat iwwer all aktuell Sanktiounen erausgeet an och wann et eis epes kascht. D'ukrainesch Communautéit zu Létzebuerg fuerdert dat iwwregens och.

Europa ass gefuerdert, all d'Memberstaaten, de Létzebuerger Staat, eis Gemenge si gefuerdert fir deene Be-traffene schnell an effektiv humanitär Héllef zoukommen ze loessen a fir ALL d'Mënschen, déi musse flüchten, opzehuelen. An dést ass ouni eng Differenz zwëschent Nationalitéiten an Hautfaarwen ze maachen. Et ass ganz wichtig, dést ze betounen, well zum Beispill Polen verschidde Geflüchteter net wéll duerchloossen, mee just déi Leit mat ukrainesch Nationalitéit.

Dat ass ganz schlëmm an hefteg ze verurteelen an dat kann net sinn. All Menscheliewe muss dee selwechte Wäert hunn. De Létzebuerger Ausseminister seet, hie géif all Resident aus der Ukraine de Statut vun der Protection temporaire ginn, onofhängeg vun der Nationalitéit. Allerdéngs zielt dat fir Mënsche mat der Nationalitéit aus engem Dréttstaat némme wann dës net kënnen a séchere Konditiounen a fir langer Zäit an hiert Ursprungsland zeréckgoen. Do gëtt also schonn en Ênnerscheed gemaach an dat däerf net sinn.

déi Lénk begréissen, dass eis Gemeng sech solidaresch weist mat de Geflüchteten aus der Ukraine a mir hoffen, dass dës Solidaritéit och an Zukunft esou wäert si fir Leit aus alle Krichsregiouen. Ech géif da méi konkret op d'Resolutioun agoen, déi de Schäfferot hei presentéiert an déi ganz sécher eng ganz gutt Initiativ ass. Mir géife gär e puer Amendementsvirschléi maachen, wann dat erlaabt ass. Just als Klammer, ech hunn déi grad un de Patrick Bausch gemait fir dass Dir se och gesitt, well et méi einfach ass, se ze liese wéi just nozelauschtern. Voilà, si ass ukomm. Merci Patrick.

Beim drëtte Considérant géife mir ebe gär "Personnes ukrainiennes" duerch "Personnes de résidence ukrainienne" ersetzen. Dat selwecht beim sechste Considérant. Dir gesitt, dat wat rout ass an duerchgestrach géif ech ewechhuelen an duerch dat gréngt ersetzen, wou mir proposéieren "Personnes déplacées ukrainiennes" duerch "Personnes déplacées de l'Ukraine" ze ersetzen. Déi zwou Ännerunge baséieren op dat wat ech virdru gesot hunn, dass all Mënsch gläich ze behandelen ass an net kann an dierf téschent Nationalitéiten ënnerscheed ginn a mir mengen, esou wier dat kloer.

Dann eng kleng Remarque zum zweetleschte Punkt an zwar "se dit prête à accueillir des personnes fuyant l'Ukraine selon ses moyens et disponibilités". Ech muss soen, mir fannen déi Ausso zimmlech vag a mir proposéieren, do ze schreiwen "prête à accueillir des personnes fuyant l'Ukraine selon tous ses moyens". Dat ass zwar nach émmer net ganz prezis, seet awer e bësse méi aus. Zousätzlech proposéiere mir dann nach 2 Sätz dorënner, also am ganzen dräi Punkten zu "se dit prête" an zwar "à soutenir financièrement les organisations humanitaires nationales et internationales, venant en aide aux personnes réfugiées" dat bezitt sech op eis Decisioun, déi mir herno zu den Donen och huelen an dann nach ee Saz: "à se tenir à la disposition du gouvernement luxembourgeois afin de contribuer de quelque manière que ce soit à la mise en place d'une aide de première nécessité pour toutes les personnes refugiées de l'Ukraine". Mir wësse jo net wat nach alles kënnnt a wéi wäit mir gefuerdert sinn. Wéi gesot, mir wiere frô wann des Ännerunge kéint an d'Resolutioun afleissen.

Dann hat ech nach Froen zu den 18 Logementer, déi eis Gemeng wéll zur Verfügung stelle fir d'Ophuele vu Geflüchteten. Dës Logementer sinn den Aussoe vum Schäfferot no fräi oder kenne kuerzfristeg liberéiert ginn, dat war d'Informatioun déi mir kritt haten am Virfeld. Esou si mir awer grad gewuer ginn, dass zu deenen 18 och 10 Zémmern am Hotel Cottage gehéieren, dat relativéiert dann dat wat elo kënnnt. Mir begréissen elo natierlech, dass d'Gemeng sech spontan bereet erkläret, Leit aus der Ukraine zu Diddeleng opzehuelen.

Ech hat eben e bësse geschléckt wéi ech gelies hat, dass 18 Logementer fräi wieren oder kuerzfristeg fräi an ech war do erschreckt well ech geduecht hunn, vun 73 Wunnengen, wéi kann et sinn, dass der esouvill ei-del stinn, well 73 ass meng lescht Informatioun. Bon, wéi gesot, elo relativéiert sech dat e bëssen, well et der elo just nach 8 si vun der Gemeng, déi fräi stinn. An trotzdeem stellen ech mir d'Fro, wat dat heescht, firwat esouvill Wunnenge fräi stinn, wann ee weess, wéi se gebraucht ginn um Marché an och wat dat heescht, dass se kenne kuerzfristeg liberéiert ginn. Dat heescht jo sécher net, dass Leit op d'Strooss gesat ginn? Ech ginn emol dovunner aus, dass dat net esou ass.

Wéi gesot ass et ze begréissen, dass de Schäfferot no Méglechkeete sicht fir Plaz ze schafe fir all Leit, déi virum Krich fortlafen, trotzdeem muss et erlaabt sinn, ze hannerfroe firwat Logementer fräi stinn. Mee villäicht gëtt et jo eng Erklärung dozou. Déi finanziell Ännerstëtzungen un déi verschidden Associatione sinn natierlech och ze begréissen a mir wäerten dat ënners-tëtzten an ech denken dem Wonsch vun der CSV fir och en Don báziesetze fir Médecins sans frontières kéint ee sécher och zoustëmmen.

Als Ofschloss wéll ech nach eemol betounen, dass dése Krichsakt e ganz schlëmme Verstooss géint d'Vélkerrecht an d'Souveränitéit vun engem Land ass a mat absolut näischte ze rechtfäerdegen ass. An et ass immens wichtig, dass alles gemaach gëtt fir de Leit, déi mussen aus der Ukraine flüchten, ze héllefen an dofir wäerte mir och esou Mesurë matdroen. Merci.

DAN BIANCALANA (LSAP – BUERGERMEESCHTER):
Merci Madame Erpelding.

MONIQUE HEINEN (DÉI GRÉNG): Merci, et huet ee keng Wieder fir dat ze beschreiwen, wat zanter dem 24. Februar an Europa geschitt, an ech mengen, et ass schonn alles gesot ginn. Déi Gréng énnerstëtzen déi Resolutioun an och all aner Moossnamen, déi eis Gemengeverantwortlech énnerhuele fir dee schreckleche Krich ze stoppen an alle betraffene Mënschen, déi an der Ukrain bliwwen sinn, ze hëlfelen, wéi zum Beispill duerch en Don un eng ONG, déi an der Ukrain schafft, a mir énnerstëtzen och all aner Moosname fir déi Mënschen, déi flüchten a bei eis ukommen.

Eise Gemengesekretär hat eis informéiert iwwer d'Petitioun vum Conseil de l'Europe, dem Syvicol seng Solidaritéitsaktiouen, d'Énnerstëtzung bei verschiddene Sammelaktiouen an d'Petitioun de Schoulen an dat wichtegst, d'Méiglechkeet vun 18 Logementer. Den Här Buergermeeschter huet elo gesot, et wieren 8 Dammen an 12 Kanner, déi elo am Cottage Hotel énnerbruecht sinn.

Dat sinn 20 Mënschen, fir eng Stad wéi Diddeleng ass dat net vill, wann ee kuckt wéi vill der elo schonn ukomm sinn. Mir huelsen un, dass do jo awer och nach weider Ukrainer op Diddeleng kommen. Alleguerten eis sozial Déngschter, den Office Social och, wäerten an nächster Zäit vill sollicitéiert ginn. Et sinn och vill privat Leit, déi ukrainesch Familljen opgeholle hunn. Mir wëssen net ob dat hei zu Diddeleng och de Fall ass, jiddefalls e grousse Respekt fir déi Leit, déi hiert Doheem zur Verfügung stellen, et ass net némme eng finanziell a materiell Belaaschtung, mee virun allem eng psychesch.

Wa mir an de Medien dat grousst Leed vun den Ukrainer suivéieren, si mir geschockt, mir können de Fernseh ausmaache wa mir et net méi packen, mee wann een direkte Kontakt huet mat Familljen, déi geflücht sinn an hiert Leed an hir Ängschte permanent virun Aen huet, ass dat och keng einfach Situatioun. Et wier gutt wann et eng Ulfstell géif gi fir déi Mënschen, déi Refugiéen opgeholle hunn, ze énnerstëtzen. Op nationalem Niveau gëtt et dat schonn, den ONA, mee dat wier och gutt op Gemengenniveau.

Virun e puer Joer, wéi d'Struktur fir d'DPI vun der Croix rouge an der Route de Volmerange opgaangen ass, hat eise Service à l'égalité des chances de Lien gemaach téschent de Bierger a BiergerInnen, déi sech benevole gemellt haten, der Croix rouge an den DPI, dat wier jo och elo villäicht eng Optioun.

Op RTL war e Reportage vun der Gemeng Stroossen, déi en Haus zur Verfügung stellen, wou sech ukrainesch Flüchtlingen treffe können, d'Kanner spille können oder och léiere können. Dat ass natierlech och eng gutt Méiglechkeet.

D'Kanner wäerte geschwë scolariséiert ginn an Chance d'Maison relais goen, dat gëtt natierlech och eng Er-ausfuerderung fir d'Classe d'accueil ze organiséieren a fir Plazen an de Maison relaisen ze schafen. Et wier och gutt wann d'Kanner, déi jo trotzdeem traumatiséiert

sinn, erëm kéinten Normalitéit an hiert Liewe bréngen, sief et, dass se können an e Veräi goen, Museksschoul, Sport a Scouten.

Betreffend d'Resolutioun, do hu mir just eng Remarque mat dem Term "déplacé" well "déplacé" ass wann ee Flüchtling ass innerhalb vu sengem Land a wann se bei eis kommen, fanne mir, dass den Term "refugié" eigentlech besser passt. Ech hat dat nogekuckt. Also et ass en Detail, mir können et och stoe loassen an ech hunn et och nogekuckt a fir "déplacé" hunn ech fonnt als Definioun, dat ass wann s de innerhalb vun dengem Land flüchts, dann ass et "déplacé" a wann ee bei eis kënnt.. si kréie jo och eng Protection temporaire an dann hunn se de Statut vum "réfugié", dofir hätt ech dat elo besser fonnt.

DAN BIANCALANA (LSAP – BUERGERMEESCHTER):
Villmools merci Madame Heinen.

MARTINE BODRY KOHN (LSAP): Merci Här Buergermeeschter, ech wëll just e puer kleng Remarqué lassginn, well et ass immens vill schonn heibanne gesot ginn an dat kënne mir och als LSAP alles énnerschreiwen. Also, wat elo zum Beispill den internationale Kontext ubelaangt, do kann een als Mensch némme revoltéiert sinn, wann een dat gesait, déi Biller a wéi dat ganzt ugaangen ass.

Wéi sech een einfach iwwer all Rechter a Valeuren a Mënschlechkeet ewech setzt an esou e souveräant Land ugräift an dee ganze Misär, deen dat net némme fir d'Ukrain mee och fir sain eegent Land bedeit an do gëtt net émgekuckt, do geet et just ém... et ass en Diktator a voilà. Ech wëll awer e puer Saachen hei bäßigen.

Also, éischtens emol begréisse mir natierlech, wa mir elo kucken, dass op allen Niveauen hei am Land eng enorm Solidaritéit ze spieren ass an déi ass och hei gefrot. Dat heescht, eis Regierung mécht ganz vill um nationalen an och um internationale Plang, d'Gemenge si gefuerdert a maachen eppes, d'Privatleit och, ongefähr 1 000 Familien hunn sech bereet erkläert fir Leit opzehuelen, dat ass enorm. Dat heescht, do ass ganz vill amgaangen, sech ze doen.

Wat fir mech awer einfach wichteg ass, dat ass fir nach hei lasszeginn an dat mierkt een och hei ansdo; elo musse mir hei maachen an elo musse mir do maachen, also ech mengen, och esou wéi d'Croix Rouge an d'Caritas an och d'Médecins sans frontières, do leeft ganz d'Médecins vill elo schonn an do gëtt enorm vill geschafft hannert de Kulissen an do kann een de Leit och vertrauen, dass déi dat gutt am Gréff hunn.

Wat mir elo manner gutt gefall huet elo grad, dat ass wa mir elo wierklech ufänken d'Solidaritéit, déi eng d'Solidaritéit an déi aner d'Solidaritéit e bësse géinteneen auszespillen, wa mir eis elo musse Gedanke maachen, jo wa mir elo engem hei e Logement ginn, ass dann en aneren, dee kee Logement kritt... also, ech warne virun deenen Tendenzen, well hei geet et elo mol ém quasi éischt Hëllef leeschten, gell. Mir wëssen nach guer net, a wéi eng Richtung et geet.

Mir wëssen och net, wéi d'Ukrain do steet an dräi Wochen. Mee mir wëssen, wéi vill Millioune Leit elo mol Hëllef brauchen. Elo. A wéi vill Leit zeréckginn a wéi vill Leit hei bleiwen, dat sinn alles nach Inconnuen an elo geet et mol drëms fir ze hëllefen, ganz onbürokratesch, ganz schnell an da kucke mir weider, mee et soll een elo net kucken, aha elo stellt Dir esou vill Logementer zur Verfügung an eis Leit brauchen dat awer och.

Jo, dat ass richteg, mee et soll een net op dee Wee goen an dat no baussen droen, déi eng géint déi aner ausspillen, also et soll ee mam Häerz virgoen an net mat soss Saachen, déi villäicht opkommen an enger Gesellschaft, déi de Moment net gefrot sinn an eis och net weiderbréngen an d'Kolleege vun de Gréngen hu gesot vun der Ulfstell, ech kann do nach eemol soen, dass den ONA an d'Caritas an d'Croix Rouge enorm Aarbecht maachen.

Villäicht ass et zu engem gewëssen Zäitpunkt néideg, mee de Moment, mengen ech, gëtt do awer immens vill gemaach an et ass e bësse wéi mat de ville Käch mat der Zopp, et soll een déi Leit hir Aarbecht maache loossen, déi dofir Erfahrung hunn an déi professionell opgestallt sinn. Natierlech muss ee vernetzt virgoen an dat mécht de Schäfferot an do lafen onheemlech vill Gespréicher am Hannergrond fir déi Saachen ebe mateen ze vernetzen an dat fonctionéiert och gutt, mir hu scho ganz vill Erfahrung gesammelt.

Diddeleng war och eng vun de Gemengen, déi och an der leschter Flüchtlingskris de Fanger ausgestreckt hunn a mir hunn och hei eng Struktur opgeriicht fir 90 Leit dohannen op der Schmelz an dat huet och net all Gemeng gemaach, mir waren also émmer mat deene vir bái, déi d'Hand ausgestreckt hunn an d'accord ware fir ze hëllefen an dat wäert och dës Kéier net anescht sinn. Solidaritéit, ob déi eng et chrëschtlech Nächstléift nennen oder een en anert Wuert dofir huet, mir zéien am grousse Ganzen awer an déi richteg Richtung all zesummen an dat ass gutt a richteg esou.

Ech denken, de Buergermeeschter geet elo op d'Detailer an, wat déi Logementer ubelaangt, mee ech wëll lech just einfach némme soen, dass ech frou sinn, dass mir un engem Strang hei zéien an, dass mir de Schäfferot énnerstétzzen a sengen Demarchen. Merci.

DAN BIANCALANA (LSAP – BUERGERMEESCHTER): Merci Madame Kohn.

SYLVIE ANDRICH-DUVAL (CSV): Merci Här Buergermeeschter, Dir Dammen an Dir Hären aus dem Schäffen- a Gemengerot, ech hunn natierlech der exzellenter Stellungnam vun der Madame Kayser-Wengler näischt báizefügen an d'Bänken alleguer, déi Saachen déi gesot goufen déi treffen äusserst zou.

Ech erlabe mir just ee Punkt e bësse méi erauszeg-räifen, dat ass och e bësse beruffsbedéngt. Den Här Buergermeeschter hat virdrun och gesot, et geet net némmen ém Logementer, mee och ém en aneren Encadrement vun deene Leit an ech wollt grad do dee Volet ervirhiewe vun de schrecklechen Erliefnisser déi déi Leit do erlief hunn dat sinn traumatesch Erliefnisser an an

deem Sënn wollt ech hannerfroen, wat do vu speziellem Encadrement, notamment wat psychotraumatologesch Encadrementer ubelaangt, wat do virgesinn ass an dat ass natierlech eng spezifesch Hëllef, mee déi bestëmmt och néideg ass.

Ech ka mir virstellen, dass déi Leit do nuets Cauchemare maachen erwachsen duerch déi Saachen déi se erlieft hunn och aner; et ass jo bekannt, dass wann esou posttraumatesch Stéierungen opkommen, dass do och Flashbacke kommen am Dag an esou. Wéi geet dat fir déi Leit mat opzfänken, dat heescht eng vun de Pisten ass déi, dass eng Integratioun an en normalen Alldagsliewen eng gutt Approche ass, d'Liewen esou normal wéi méiglech ze gestallten.

Et muss een och bedenken, dass fir déi Leit den Alldag ganz nei ass, si sinn en aneren Alldag och kulturell bedéngt bei sech gewinnt a müssen sech hei nei émstellen, mee dat ass villäicht de Moment crucial mee wat och scho gesot gouf; Sportsaktivitéiten oder normal Aktivitéiten, wou se kënne gesellschaftlech intégréiert ginn. Dat ass sécher eng vun de Basics, mee de Volet vun deem psychologeschen Encadrement géif mech natierlech interesséieren.

Zum Schluss wollt ech nach soen, et ass net esoulaang hir, am Zweete Weltkrich, wou mir hei selwer hu missen als Lëtzebuerger an och Diddelenger Leit a Frankräich evakuéiert ginn. Dat waren e puer Woche bis e puer Méint wou d'Leit opgeholl goufen, ob dat Bauerenhäff waren oder bei anere private Leit, do war net alles esou organiséiert wéi hautdesdaags mat Opfankstrukturen, do muss een och bedenken, wat dat fir eng Solidaritéit deemoools war an, wéi gesot, an enger Weltgeschicht ass esou eng Period vun engem Zweete Weltkrich net esou wäit hir an dofir mengen ech, ass et wichteg, dass mir déi solidaresch Haltung an dësem Fall fir dat ukrainesch Vollek do esou weisen. Merci.

DAN BIANCALANA (LSAP – BUERGERMEESCHTER): Merci Madame Andrich.

JEAN-PAUL GANGLER (CSV): Merci Här Buergermeeschter. Ech wollt justnofroen am Zesummenhang mat der Portierswunneng vu virdrun, ob de Schäfferot ugeduecht hätt fir och déi Wunneng virzegesi fir ukainesch Flüchtlingen?

DAN BIANCALANA (LSAP – BUERGERMEESCHTER): Also am Moment ass se nach besat. Dat kann een awer virgesinn. Merci och fir déi dote Fro.

RENÉ MANDERSCHEID (LSAP – SCHÄFFEN): Ech wollt just eng Geschicht erzielen, déi mir dës Woch geschitt ass hei am Schäfferotsbüro. Vu, dass mir hei jo elo vu Solidaritéit, chrëschtlecher Nächstléift an Hëllefsbereetschaft schwätzen, et ginn och nach aner Tendenzen hei an dëser Gemeng.

Ech sinn um Gank ugerempelt gi vun engem Diddelenger Bierger, Stacklétzebuerger, Stackdiddelenger, dee mech bei Zeien esou ugegranzt huet, esou ganz salopp, dass ech responsabel dofir sinn, dass säi Meedche geschwë mat senge Kanner op der Strooss setzt. Do hunn ech

en mol direkt an den Büro 105 matgeholl, mee dat war bei Zeien zou; dunn ass d'Diskussioun weidergaangen, an de fin mot war, dee Mann wunnt an engem Appartementshaus hei zu Diddeleng, wou mir och als Gemeng eng Wunneng hunn, als Service Logement. Dunn huet hie gesot: "Jo, elo hutt Dir déi erëm frësch besat, Dir hutt e puer Araber dra gesat, dunn hutt Dir och nach Schwaarzer dra gesat an elo kreïe mir och nach déi Ukrainer heihinner." Esou Tendenze ginn et och, ech wollt just déi Geschicht erzielen, déi mir esou den Dënschdeg geschitt ass.

DAN BIANCALANA (LSAP – BUERGERMEESCHTER):
Merci fir den Temoignage. Effektiv, mir wëssen allegerten, dass et och déi Tendenzen an eiser Gesellschaft effektiv do ginn.

Merci fir déi Solidaritéitsbekundung iwwer d'Bänken, parteiwwergräifend, wann d'ukrainesch Biergerinnen a Bierger hei op Diddeleng kommen an empfaange ginn an och eng Protection temporaire kréien, wat hinnen ermöglicht, niewent der Residence och hei ze schaffen.

D'Protection temporaire ass jo en Aspekt, deen an allen europäesche Länner appliziert gëtt, a weist och, dass do d'Iddi besteet, sech esou schnell wéi méiglech sech kennen ze integréieren an och deementsprielchend kënnen hei Fouss faassen, well et ass e puermol hei ugeklongen, et ass e Krich amgaangen a mir wëssen net wéini en eriwwer ass; dat ka schnell goen, dat kann undaueran.

Wat mir awer och wëssen, dat ass, datt dee Moment wou de Fridden erëm anträtt, hu mir awer e Land, dat bombardéiert gouf an dat nees muss opgebaut ginn. An dat wäert och eng Zäitchen dauere bis déi Leit erëm zeréckgi fir ze hëllefe mat opzebau. Ganz kloer awer, et sinn och Leit, déi dat net direkt kënne maachen, dofir sollt een sech drop astellen, dass mir mat den ukrainesch Bierger a Biergerinnen nach eng Zäitchen hei verbleiwen an dofir gëllt et si do ze énnerstëtzen, wou et geet.

Wou ech awer och anerer Meenung sinn ewéi d'Madame Andrich, dat ass dass awer - ouni wëlle grouss Ëhnerscheeder ze maache par rapport zu anere Welles vu Flüchtlingen, déi mir mol haten – dass awer déi ukrainesch Populatioun eis kulturell méi no steet wéi anerer, wou mir och hei zu Diddeleng empfaangen hunn, wou och ni e Problem war, mee ech mengen awer och do méi no zu Europa sinn ewéi aner Länner, mee dat soll elo keen Hindernis sinn, souwisou par rapport zu der Integratiounspolitik, déi mir an der Gemeng wéi och landeswält maachen.

Par rapport zu de verschidde Punkten, déi hei gesot goufen, ech hunn absolut kee Problem domadder, dass mir Médecins sans frontières en zousätzleche Subsid vun 3 500 Euro dobäi setzen, ech mengen, dass dat wierklech e ganz un daueran gudde Message ass.

Par rapport zu der Prise en charge, mir ware jo als Gemeng am Kontakt mam ONA, déi jo ganz enk mat der Caritas a mat der Croix Rouge zesumme schafft an, wat elo hei zu Diddeleng ugeet, mee och op anere

Plazen, do si Sozialarbechterinnen a Sozialarbechter sur place, déi de Suivi garantéieren a mir hu mat Organisatiounen, also Non-profit-Organisationen ze dinn, déi awer - mengen ech - wat deen dote Volet ugeet, déi néideg Erfarung hu fir d'Encadrement ze gewährleeschten och grad wéi d'Madame Andrich gesot huet wann en Trauma do ass, fir dat opzeschaffen, och fir dat ze begleeden, dat ass effektiv och vun hinnen ze gewährleescht an dat ass och e wichtegen Aspekt.

Da wollt ech generell, éier ech op de Volet vun de Wunnengen iwverginn, nach op de Volet vun den Amendementen agoen. Ech hu kee Problem domat, dass mir hei déi Amendementen esou virhuelen, dat ass - mengen ech - och ganz gutt an do och Merci fir den Input fir d'Resolutioun, iwver deen dote Wee nach méi ze prezéieren a respektiv ze vervollstännigen.

Dann déi Diskussioun par rapport zu der Mise à disposition vun de Logementer, an ech wéilt domadder ofschléissen an da ginn ech d'Wuert weider un d'Josiane Di Bartolomeo-Ries, dat nach op de Volet vum Enseignement agoe well och do ware mir am Kontakt mat der Regionaldirektioun well do och Kanner hunn, déi hei sinn.

Par rapport zu de Logementer wöll ech soen, dass generell mir an enger Situatioun sinn, an ech wöll dat opgräife well d'Madame Erpelding do awer eppes ugedeit huet am Discours, wat mir net gefall huet. Déi Logementer, déi mir hunn, déi si quasi all besat. Éischtens. Zweetens, vu dass se besat sinn, gi mir net hin, esou dramatesch wéi déi Kris och ass, dass mir déi Leit, déi Logementer besetzen, virun d'Dier setzen.

Dat heescht, mir hunn dat eent oder anert Logement vun deem Bestand, wat eidel ass oder wou sech de Moment de Service Logement drëm bekëmmert huet oder déi villäicht an enger noer Zukunft besat gi wieren, wou mir elo fräigelooss hu fir se ze attribuéieren un Ukrainerinnen an Ukrainer, respektiv ass an engem knappe Mount dat Gebai an der Rue du Commerce fäerdeg, wou jo och Wunnenge sinn, déi net besat ginn, och déi, dat ass jo dann en neie Moment, dat huet sech elo eben esou erginn, mir hunn déi dem DNA natierlech och mat op de Wee ginn an natierlech dee Quota vun deenen 10 Zëmmeren, dat war eng Negociatioun, déi mir mam Cottage Hotel haten, deen ass och besat vun anere Leit an deen huet sech bereet erkläert fir eis e Slot vun 10 Zëmmeren zur Verfügung ze stelle bis op Weideres.

Dat heescht, déi hu mir, dat mécht, dass mir déi 18 Wunnengen hunn, e klänge Bestand vun deene besteeënde Wunnengen, well déi wou mir hunn, déi si besat an dat ass och gutt esou do gi mir eiser Aufgab gerecht iwver de Service Logement iwver d'Gestion locative sociale, déi eng oder aner wou mir fräi haten, wou hätte kënnen affectéiert ginn, wou mir awer elo aneschft fueren an déi, wou hei fäerdeg ginn, wou mir zur Dispositioun ginn, respektiv och Hotel wéi och vill aner Gemeng déi als éischt op de Wee gaange sinn, fir ze kucke wat steet vun Hoteller fräi.

Et sin eng Rei Gemengen, déi iwver deen dote Wee gaange sinn an ech mengen, mir sinn hei dee selwechte Wee gaangen a wann déi aner Wunneng bis fräi ass,

dat ass jo nach eng laangwiereg Prozedur, ech mengen, dass dat soubal net wäert sinn, well wa mir do virun d'Friddensgericht ginn an egal wat do geschitt mat de Recoursméiglechkeeten, ausser d'Madamm géif selwer vun sech aus decidéieren, déi Wunneng ze verloossen, wäert déi dote Wunneng esoubal net fräi sinn a wann et souwält ass, kenne mir se an de Service Logement mat integréieren. Dat war d'Stellungnahm vu menger Säit aus, ech géif dann hei d'Wuert weider ginn un d'Josiane Di Bartolomeo-Ries.

JOSIANE DI BARTOLOMEO-RIES (LSAP): Merci, ech wëll einfach op de Volet Kanner a Schoul agoen, och dat ass en Thema. Mir wësse jo, dass mir elo scho Leit mat Kanner hei hunn. Mir haten dës Woch eng Reunioun mat der Direktioun, mat eisem Service Enseignement a mam ONA an och mam Service Structures d'accueil fir dat ganzt awer kennen e bëssen ze koordinéieren an et ass wéi d'Madame Kohn et sot, do muss ee ganz gutt oppassen, well "viele Köche verderben den Brei", esou, dass mir eis hei zesumme gesat hunn, dat heesch d'Direktioun, dat sinn och Nopeschgemengen, a mir wäerten och do déi selwecht Prozedur applizéieren.

Wat ech ka soen, wat elo mol festgehalen ass, déi Kanner sinn zwar elo hei, déi sollen awer déi ganz Prozedure duerchlafen. Do kann een net einfach soen do kennt eng Famill hei u mat 2 Kanner et huet keen se gesinn, si wunne bei der Famill a mir integréieren se. Neen, déi solle schonn déi Prozedur duerchlafen, dofir mécht och den ONA hei de Suivi an och Croix Rouge a Caritas déi hunn och déi néideg Servicer fir, dass déi Leit wann se hei ukommen déi ganz Prozedur kennen duerchlafen.

Ech wëll einfach op d'Kanner agoen. Ech fannen, wa gesot gëtt, mir müssen se an d'Veräiner an hei an do integréieren... jo natierlech musse mir dat, mee mir müssen elo mol Elementar Saache maachen éier mir ufänken, wéi déi leschte Kéier ze soen hei géi do mol bëssen Handball oder Fussball spiller, mir hunn do eng kloer Prozedure déi gesät fir, dass déi Kanner sollen natierlech scolariséiert ginn.

Ech wëll awer hei drop hiwiesen, dass déi Kanner réischt am Alter vu 7 oder 8 Joer ufänken Englesch ze léieren, dat heesch, do hu mir schonn eng Sproochbarrière, déi ganz komplizéiert ass, wou si eis Sprooch net kennen, si kaum Englesch kennen, also brauch een Dolmetscher. Ech mengen, déi fénns de net all Dag der siwen op der Strooss, dofir coordonéiert d'Direktioun dat ganzt.

Mir sinn eis och kloer, dass mir net elo kenne soen OK, um Tattebierg do sinn der, déi gi mir op den Deich. Mir kënnen se de Moment net direkt an d'Schoulen integréieren, well se déi sproochlech Kompetenz net hunn. Dat heesch, mir hunn elo ofgemaach, dass mir zesumme mat den Nopeschgemengen - an enger Gemeng steet e Gebai eidel -, dass mir déi Kanner do hi regroupéiere bis se da kënnen integréiert ginn an d'Schoul. Dat soll natierlech net ze laang dauerer, si sollen net isoléiert ginn, mee bis se dann déi néideg Kompetenzen hunn, fir do integréiert ze ginn.

Mir als Gemeng Diddeleng hunn natierlech och Säll, wou mir kéinten zur Verfügung stellen, mee et ass elo esou festgehalen, mir maachen se an ee Gebai, wou dat néidegt Personal, dat Englesch kann an Dolmetscher dobäi sinn a mir wäerten se dohinner féieren.

Structures d'accueil natierlech hu mer Place d'urgence well do si villäicht Leit drënner, déi eng gutt Qualifikatioun hunn, déi do kenne schaffe goen an eng Aarbecht fannen, dat hu mir natierlech esou virgesinn. Dann, wat mir nach zesumme maachen, dat ass, dass mir der Nopeschgemeng hëllef, Miwwelen zur Verfügung ze stellen, well déi Schoul muss ekipéiert ginn.

Alles dat si Saachen, déi sinn um Lafen an ech fannen et wichteg, dass hei een déi Koordinatioun mécht an dat ass d'Direktioun 07. Si hunn och Psychologen, déi d'urgence Kanner entouréieren, also ech fannen, dat ass eigentlech de Message, kommt mir maachen et coordonéiert. Voilà, dat ass de Stand zur Schoul.

DAN BICALANA (LSAP – BUERGERMEESCHTER): Merci Josiane Di Bartolomeo-Ries och fir déi doten zousätzlech Informatiounen. Da géif ech proposéieren, dass mir zum Vott iwwer ginn, engersäits déi amendéiert Resolutioun, kenne mir déi hei ofstëmmen zesummen? Jo? **Dat ass unanime**, Merci.

Dann d'Allocatioun vum Subside extraordinaire mam Ajout vu MSF, 3 500 Euro, dass mir dat dobäi setzen, ass de Gemengerot och domadder averstanen? **Dat ass och unanime**.

Dann de Crédit supplémentaire extraordinaire, kenne mir deen och zesumme stëmmen? **Dat ass unanime**, Merci villmools.

Éier mir elo an de Huis Clos eriwwer ginn, hu mir wëlles eng gemeinsam Foto ze maachen. Mir hunn e puer Saache virbereet, dat kenne mir dobausse maachen, de Fotograf waart dobaussen. Mir hunn engersäits Pancarten, awer och T-shirt vum Kräibierg a mir hunn och Tasen, déi mir do bestallt hunn, einfach fir eis Solidaritéit ze bekunden.





27.6 - 1.7.2022

Setzen Sie auf die Sonne, eine nachhaltige und erneuerbare Energiequelle!

Misez sur le soleil : une source d'énergie renouvelable !



Vereinbaren Sie einen Termin mit Ihrem persönlichen Berater zwischen 9.00 und 17.00 Uhr, um Ihre Fragen zu Ihrem Projekt zur Installation von Sonnenkollektoren, den verfügbaren Einspeisevergütungen und den staatlichen Förderungen zu stellen. Diese Beratung ist neutral und kostenlos. (Die Art des Termins – zu Hause oder per Video/Telefon – wird Ihnen bei der Terminvereinbarung bestätigt.)

Prenez rendez-vous avec votre conseiller personnel entre 9h00 et 17h00 pour poser toutes vos questions sur votre projet d'installation de panneaux solaires, les tarifs d'injection et les primes étatiques ! Ce conseil est neutre et gratuit. (Le mode de RDV - à domicile ou par visio / téléphone - sera confirmé lors de la prise de RDV.)

Co-funded by
the European Union



Conseil neutre et gratuit : klima-agence.lu • 8002 11 90

